



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

## Comité permanent des finances

---

FINA • NUMÉRO 072 • 2<sup>e</sup> SESSION • 41<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

TÉMOIGNAGES

**Le jeudi 12 mars 2015**

**Président**

**M. James Rajotte**



## Comité permanent des finances

Le jeudi 12 mars 2015

•(0845)

[Traduction]

**Le président (M. James Rajotte (Edmonton—Leduc, PCC)):** La séance est ouverte. Nous en sommes à la 72<sup>e</sup> réunion du Comité permanent des finances. Conformément au paragraphe 108(2), nous poursuivons notre étude sur l'impact des bas prix du pétrole sur l'économie canadienne.

Nous aurons deux tables rondes ici ce matin.

Pour la première, nous entendrons les témoignages de cinq personnes, en commençant par M. Rhys Mendes, qui est sous-chef à la Banque du Canada. Bienvenue au comité. Nous entendrons ensuite M. Jeff Walker, vice-président de l'Association canadienne des automobilistes. Bienvenue. Ensuite, il y aura M. Jayson Myers, président et chef de la direction des Manufacturiers et exportateurs du Canada. Bienvenue à nouveau parmi nous. Nous entendrons également M. Mark Nantais, président de l'Association canadienne des constructeurs de véhicules. Bienvenue également, Mark.

Nous devrions aussi entendre le témoignage de Jim Stanford, d'Unifor, mais nous éprouvons quelques difficultés avec la vidéoconférence. Nous espérons que tout rentrera dans l'ordre d'ici une minute ou deux.

Vous disposerez chacun d'au plus cinq minutes pour votre déclaration préliminaire.

Nous commencerons par vous, monsieur Mendes.

**M. Rhys Mendes (sous-chef, Analyses de l'économie canadienne, Banque du Canada):** Merci. Monsieur le président, distingués membres du comité, bonjour. Au nom de la Banque du Canada, je vous remercie de cette occasion que vous nous offrez d'exposer notre analyse de l'incidence de la baisse des prix du pétrole sur l'économie canadienne en général et sur le secteur manufacturier en particulier.

Je dois souligner que notre analyse porte sur l'économie canadienne dans son ensemble. La baisse rapide des prix du pétrole aura des effets à la fois positifs et négatifs sur différents secteurs de l'économie canadienne. Pour mesurer l'incidence globale, nous avons utilisé un outil de modélisation que nous avons conçu de façon à prendre en compte les divers canaux et effets de débordement. Nous nous sommes également appuyés sur des enquêtes et de nombreuses rencontres avec des entreprises et des associations de gens d'affaires. En définitive, le recul marqué du prix du pétrole observé depuis juin 2014 a des conséquences indéniablement négatives pour l'économie canadienne. Ainsi qu'il est indiqué dans notre *Rapport sur la politique monétaire* paru en janvier dernier, l'incidence négative de la baisse des prix du pétrole se fera sentir en grande partie au premier semestre de 2015.

La baisse des prix de l'énergie entraînera une perte de revenu global. En effet, en dépit d'une progression de 2,4 % du PIB réel au quatrième trimestre de 2014, les revenus réels de la population

canadienne ont diminué. Cette situation s'explique par le recul du prix mondial d'un produit d'exportation important, ce qui se traduit par une perte du pouvoir d'achat des Canadiens. Parallèlement à cet effet négatif sur les termes de l'échange, on s'attend à ce que les investissements fixes des entreprises soient plus faibles. En 2015, on prévoit une baisse d'à peu près un tiers des investissements des entreprises dans le secteur pétrolier et gazier, qui concentre environ un tiers des investissements totaux des entreprises. Les répercussions du choc des prix pétroliers se feront sentir partout au pays.

Les principaux canaux de transmission sont celui de l'effet sur le revenu global, qui s'exerce par l'entremise d'une perte du pouvoir d'achat, et celui des effets sur la chaîne d'approvisionnement, comme près du tiers des biens et services achetés par le secteur des sables bitumineux de l'Alberta provient des autres provinces.

Certains facteurs positifs font partiellement contrepoids. Bien que la situation de la population canadienne soit globalement moins favorable, la baisse des prix du pétrole laisse davantage d'argent dans les poches des consommateurs. Ces derniers peuvent dépenser le revenu disponible supplémentaire ou l'épargner. Leur décision aura des effets sur la croissance économique. En outre, l'abaissement des coûts de production des sociétés qui utilisent le pétrole comme intrant pourrait entraîner une hausse des profits, de la production et des investissements dans les secteurs de l'économie non dépendants du pétrole.

N'oublions pas que le repli actuel des prix du pétrole s'explique surtout par l'abondance de l'offre à l'échelle mondiale, comme l'a souligné mon collègue, le sous-gouverneur Tim Lane, dans un récent discours. La diminution des prix du pétrole attribuable à des facteurs d'offre stimule l'activité économique des États-Unis, principal partenaire commercial du Canada, ce qui favorisera nos exportations si notre secteur des exportations se comporte comme par le passé.

Il existe un autre canal à travers lequel la baisse des prix pétroliers influera sur le Canada. Comme notre pays est un exportateur net de pétrole, la valeur du dollar canadien a tendance à être intimement liée au mouvement des prix de l'or noir. De 2002 à 2008, les prix du pétrole et le dollar canadien affichaient une tendance générale à la hausse. Comme vous vous le rappelez sans doute, en 2008, quand le pétrole s'échangeait à bien plus de 100 \$ le baril, le dollar canadien se situait presque à parité avec la devise américaine. Aujourd'hui, étant donné la chute marquée des prix du pétrole, notre dollar se situe autour des 80 ¢ américains. La baisse du huard rend la production du Canada plus concurrentielle, ce qui devrait stimuler davantage les exportations et, en fin de compte, les investissements. En somme, comme mentionné dans notre *Rapport sur la politique monétaire* de janvier, on s'attend à ce que le secteur manufacturier profite de la demande plus vigoureuse aux États-Unis, des coûts d'expédition moins élevés et du niveau plus faible du dollar canadien.

Au moment d'évaluer la capacité du secteur manufacturier canadien à tirer parti de la baisse des prix du pétrole et de la dépréciation du dollar, nous devons tenir compte de l'historique de la situation. Au Canada, les défis sur le plan de la compétitivité, ainsi que la longue période de faible demande américaine, ont contraint de nombreux exportateurs de biens non énergétiques à se départir du capital superflu et à supprimer des emplois, ou à mettre la clé sous la porte pour de bon. La reconstruction de la capacité de production perdue ne se fera pas du jour au lendemain. Cela fait longtemps que la banque dit qu'il faut que la demande se déplace vers les exportations et les investissements des entreprises pour que l'économie canadienne renoue avec une croissance durable. L'expansion des exportations canadiennes hors énergie a gagné en vigueur ces derniers trimestres, ce qui donne à penser que le déplacement de la demande est en cours.

En terminant, permettez-moi de souligner que notre plus récente enquête sur les perspectives des entreprises a fait ressortir que les intentions d'embauche et les plans d'investissement étaient robustes chez les fabricants. Une majorité d'entreprises ont déclaré que leurs projets d'investissement avaient pour but d'accroître la production. Dans l'ensemble, ce sont là des signes positifs qui portent à croire que le processus de reconstruction est enclenché.

Voilà qui conclut ma déclaration préliminaire. J'ai hâte d'en discuter.

• (0850)

**Le président:** Merci pour cet exposé.

Nous passons maintenant à M. Walker.

**M. Jeff Walker (vice-président, Affaires publiques, Association canadienne des automobilistes):** Merci de me permettre d'être ici aujourd'hui. C'est très apprécié.

L'Association canadienne des automobilistes est un organisme qui représente 6,1 millions de Canadiens. Nous sommes très actifs dans le domaine de la consommation. Nous nous efforçons de nous tenir au courant des enjeux qui touchent les consommateurs canadiens, en particulier dans les domaines qui nous concernent, comme les véhicules et les prix de l'essence. Ces derniers mois, nous avons fait faire des enquêtes auprès des consommateurs au sujet de la fluctuation des prix de l'essence. Les résultats de notre plus récente enquête, publiés en janvier dernier, sont très intéressants.

Tout d'abord, il faut dire que les gens portent attention. Ils sont attentifs à la baisse des prix de l'essence et aux changements plus généraux liés à cette baisse. Ils constatent que l'essence coûte moins cher. Ils ne songent pas nécessairement au prix du pétrole. En général, les Canadiens voient la situation du point de vue du consommateur, du moins en ce moment. Ils surveillent les prix et adoptent des comportements qui défient parfois la logique sur le plan économique. Nous avons constaté que les gens portent davantage attention. Ils conduisent plus loin pour acheter de l'essence vendue moins cher. Certains comportements ne sont pas toujours sensés sur le plan économique, mais les gens sont heureux ainsi. C'est ce que nous avons observé.

Quant à la façon dont les gens perçoivent la situation dans son ensemble, nous constatons qu'il y a l'Alberta, puis le reste du pays. Les Albertains interrogés disent qu'ils sont inquiets de l'aspect macro-économique de la situation. Est-ce que cela va avoir un impact économique important à long terme? Environ les deux tiers des Albertains pensent que cela va avoir un effet important. Le tiers restant, environ, est d'avis que cela va avoir un important effet négatif sur le plan macro-économique à long terme.

Selon les résultats obtenus, la plupart des Canadiens croient qu'il s'agit d'une situation à court terme, que ça ne durera pas très longtemps. Nous leur avons demandé dans combien de temps, à leur avis, les prix vont remonter. Les prix vont-ils remonter, ou rester bas? Les gens disent que ça va durer de trois à six mois. Ils s'attendent à ce que les prix remontent, peut-être pas jusqu'aux anciens niveaux, mais ils ne devraient pas rester aussi bas qu'en ce moment. Comme ils ne considèrent pas qu'il s'agit d'une situation à long terme — et je ne crois pas que ceux qui m'entourent aujourd'hui le croient non plus —, il existe un écart entre leur perception de la situation macro-économique à long terme. Nous croyons qu'avec le temps, de plus en plus de Canadiens partageront l'avis des Albertains.

Permettez-moi d'ajouter quelques derniers points à ce sujet. En ce moment, on constate qu'en général, les gens apprécient la situation économique actuelle, comme Jason l'a fait remarquer. Sauf en Alberta, ils ne constatent pas de changements dans le prix des maisons ou de pertes d'emplois. On a parlé de l'emploi en Ontario et dans d'autres régions manufacturières du pays. Les gens ne constatent pas de changement, et ne ressentent donc aucune inquiétude. En ce moment, on considère qu'il s'agit d'un problème micro-économique partout sauf en Alberta, où on voit la situation comme un problème macro-économique. On verra si l'opinion des gens évoluera avec le temps lorsqu'ils comprendront qu'il pourrait s'agir d'un problème à plus long terme.

• (0855)

**Le président:** Merci de votre exposé.

Nous passons maintenant à vous, monsieur Myers.

[Français]

**M. Jayson Myers (président et chef de la direction, Manufacturiers et exportateurs du Canada):** Je vous remercie, monsieur le président.

[Traduction]

J'ai préparé et distribué un document dans lequel on analyse, de notre point de vue, l'incidence de la baisse des prix du pétrole sur le secteur manufacturier. Je ne vais pas entrer dans les détails sur ce point, vous pourrez jeter un coup d'oeil vous-mêmes. La seule chose que je pourrais probablement prédire avec exactitude, c'est que si vous prenez un groupe d'économistes et que vous leur demandez leur opinion au sujet de l'incidence des prix du pétrole sur l'économie, vous obtiendrez au moins autant d'opinions différentes, sinon plus, qu'il y aura d'économistes présents.

Permettez-moi de me concentrer sur certains sujets clés. Il y a d'abord la corrélation entre le dollar américain et le prix du pétrole. Il est important de comprendre que le baril de pétrole se transige en dollars américains, et que si la valeur du dollar américain augmente par rapport aux autres devises, le prix du pétrole aura naturellement tendance à baisser sans que l'offre et la demande n'aient d'incidence sur cette baisse. Il s'agit là d'une corrélation extrêmement forte. Dans les faits, si on compare le dollar américain à d'autres devises sur le plan de l'ensemble des transactions liées au pétrole, on constate que la valeur du dollar américain a chuté de 25 %. Cela représente un peu plus de la moitié de la baisse du prix du pétrole depuis septembre dernier.

Il s'agit ici de la force du dollar américain en ce moment, ce qui indique que d'autres économies paraissent faibles ou en déclin, et alimente l'autre moitié de l'équation concernant l'offre et la demande de pétrole. La baisse de la demande mondiale de pétrole, jumelée à une surproduction ininterrompue, entraîne également une baisse des prix du pétrole.

C'est important car cette baisse du prix du pétrole a une incidence négative nette sur le secteur manufacturier canadien. Je suis d'accord avec Rhys sur ce point. Toutefois, c'est et ce sera contrebalancé par la reprise de l'économie américaine et par la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain. Rhys a mentionné l'incidence de la baisse des prix du pétrole sur l'activité économique dans l'Ouest canadien. Cela a évidemment des répercussions sur l'ensemble du secteur manufacturier au pays. Nous estimons que cette incidence est de l'ordre de 12 milliards de dollars par année. Ce n'est pas uniquement dû à une réduction de la demande en produits manufacturés et en équipement pour des nouveaux projets pétroliers dans l'Ouest canadien. Il existe également, partout dans la chaîne d'approvisionnement, une pression considérable de la part des grands exploitants pétroliers et des sociétés d'approvisionnement pour que les fabricants réduisent leurs prix. Il ne s'agit pas seulement d'une simple question de perte de production, mais aussi d'une importante influence visant à tirer les prix vers le bas.

Ce qui contrebalance l'incidence du prix du pétrole est bien entendu le fait que, dans une certaine mesure, certains secteurs vont bénéficier de la baisse du coût de la matière première. Dans le secteur des produits pétroliers, par exemple, le prix des produits pétrochimiques et des plastiques baisse en parallèle avec celui du pétrole, quoique pas aussi rapidement, mais cela a néanmoins un effet positif sur les fabricants qui utilisent ces matières premières.

Dans l'ensemble toutefois, il ne faut pas exagérer l'incidence de la baisse des prix du pétrole sur les coûts de l'énergie. Ces coûts représentent 0,3 % des coûts totaux de d'exploitation des fabricants. L'incidence est donc minime. L'avantage le plus important sera au chapitre de l'amélioration du pouvoir d'achat. Pas celui des consommateurs canadiens, car ils devront dépenser beaucoup plus s'ils vont aux États-Unis ou pour acheter des produits importés, mais bien celui des consommateurs américains. En effet, le principal avantage réside dans la faiblesse de notre dollar et une plus forte reprise économique aux États-Unis.

● (0900)

En terminant, je dirai qu'il ne faut pas tenir pour acquis la baisse du prix du pétrole, la reprise économique aux États-Unis et la faiblesse de notre dollar. Personne ne sera concurrentiel à moins de continuer d'investir dans la nouvelle technologie, les nouveaux produits et de meilleures compétences. La concurrence est féroce, et la valeur des devises chute également ailleurs dans le monde, alors rien n'est gagné d'avance pour les manufacturiers canadiens.

**Le président:** Merci beaucoup de cet exposé.

Nous passons maintenant à M. Nantais.

**M. Mark Nantais (président, Association canadienne des constructeurs de véhicules):** Merci beaucoup, monsieur le président, et bonjour à tous.

L'Association canadienne des constructeurs de véhicules s'attend à ce que la baisse des prix du pétrole ait un effet mixte sur le secteur automobile au chapitre des achats des consommateurs et des activités manufacturières. Si vous deviez retenir quatre points au sujet de mon exposé d'aujourd'hui, ce serait les suivants:

Premièrement, les constructeurs automobiles envisagent le long terme pour prendre des décisions d'investissement et pour conclure des contrats avec des fournisseurs et des services de transport.

Deuxièmement, le prix du pétrole peut avoir une incidence sur les constructeurs automobiles au chapitre des ventes de véhicules et de la production.

Troisièmement, les répercussions de la baisse du prix du pétrole sont variées, pas immédiates, et la réaction du marché au chapitre de la demande pour certains types de véhicules peut avoir un effet négatif sur la production, selon les types de véhicules construits dans nos usines.

Quatrièmement, il peut être trompeur de laisser entendre que la faiblesse du dollar canadien nous rendra plus concurrentiels. Il ne s'agit pas nécessairement d'un facteur qui influence l'attitude d'une entreprise en matière de compétitivité.

Avant la baisse des prix du pétrole, le Canada avait connu deux années records consécutives au chapitre des ventes de véhicules neufs, et les prévisions pour 2015 permettent d'envisager une autre année record, avec une hausse des ventes de véhicules neufs de l'ordre de 2 à 4 %. Depuis la baisse des prix du pétrole, les ventes globales de véhicules neufs continuent d'augmenter de 2 à 3 % par rapport à l'an dernier.

Nous commençons toutefois à constater des différences régionales dans les ventes. Par exemple, en Alberta, les ventes de véhicules neufs ont diminué en janvier 2015 par rapport à l'année précédente, alors qu'elles continuent d'augmenter ailleurs au pays. Jusqu'à présent, la baisse des prix du pétrole a fait augmenter les ventes de camionnettes et de véhicules multiségments en Amérique du Nord, alors que la demande a légèrement diminué pour certains segments de voitures. Nous croyons donc que la baisse des prix du pétrole et la faiblesse du dollar canadien vont entraîner une légère diminution de la production de certains modèles de voitures au Canada.

Comme je l'ai dit, les décisions d'investissement sont prises en fonction du long terme, et même si la baisse de la valeur du dollar canadien et des prix de l'énergie devrait être bénéfique pour certains intrants, il faudra continuer de mesurer le coût relatif de fabrication au Canada par rapport au coût relatif de fabrication dans d'autres pays qui bénéficieront eux aussi d'une baisse des prix de l'énergie et de la valeur de leur devise nationale.

En théorie, les usines de fabrication de véhicules devraient bénéficier à court terme de la baisse récente des prix du pétrole tant sur le plan du coût des opérations que de celui du transport. C'est conditionnel au fait que toute baisse du prix du pétrole est transférée au fabricant ou au consommateur sous la forme d'une réduction du prix de l'énergie. Cette réduction des coûts n'est pas immédiate, pas plus qu'elle n'est absolue.

Lorsqu'on examine la compétitivité à plus long terme et les facteurs qui pèsent dans les décisions d'investissement, on constate que les variations des prix du pétrole et des devises représentent des incidences à court terme et qu'elles ne constituent probablement pas des facteurs essentiels dans le processus décisionnel des fabricants, pas plus qu'elles ne garantissent une compétitivité accrue.

En ce qui concerne les constructeurs de véhicules, la baisse du prix du pétrole met en lumière l'importance accrue des exportations et des investissements non liés à l'énergie afin d'appuyer l'économie canadienne, et par conséquent l'importance encore plus grande d'avoir la bonne combinaison de politiques afin d'appuyer la compétitivité de l'industrie de la construction de véhicules et le secteur manufacturier dans son ensemble.

Les exportations du secteur automobile canadien s'élèvent à environ 64 milliards de dollars par année. Environ 85 % des véhicules que nous construisons au Canada sont exportés aux États-Unis. On prévoit que les économies accrues dues à la baisse des prix du pétrole permettront d'accroître le revenu disponible des particuliers dans ce pays et que cela aura un effet positif sur l'économie américaine, et par conséquent sur la demande pour les produits que nous exportons là-bas.

Nous ne pouvons examiner ces questions séparément. Malgré les récentes annonces d'investissements, il est impératif de continuer d'évaluer l'ensemble des facteurs qui influent sur les décisions d'investissement à plus long terme. Il demeure essentiel pour le Canada de disposer de stratégies d'appui à l'investissement qui sont concurrentielles sur le plan international afin d'assurer le réinvestissement dans l'empreinte automobile actuelle au Canada.

Pour pouvoir faire face aux changements en matière d'investissement automobile dans d'autres pays concurrents, le gouvernement devrait par exemple se pencher sur le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile dans le contexte des incitatifs que des pays concurrents offrent afin d'attirer ces nouveaux investissements. Il devrait aussi se pencher sur la possibilité, pour les grandes entreprises, d'échanger des crédits d'impôts inutilisés pour la recherche scientifique et le développement expérimental contre un financement direct lorsqu'il s'agit de nouveaux projets de recherche et développement. Cela améliorerait les choses.

En terminant, monsieur le président, permettez-moi de dire que l'étude du comité sur l'impact des bas prix du pétrole sur l'économie est un exercice qui en vaut la peine. Le message que j'aimerais vous transmettre aujourd'hui est que dans le contexte hautement concurrentiel des décisions d'investissement dans le domaine automobile à l'échelle internationale, il existe des facteurs sur lesquels le gouvernement a plus d'emprise que le prix du pétrole et qui pourraient avoir une incidence positive plus importante.

Merci beaucoup, monsieur le président. Je serais heureux de répondre aux questions que pourraient avoir les membres du comité.

• (0905)

**Le président:** Merci beaucoup de votre exposé.

Chers collègues, nous essayons toujours, sans succès, de joindre Toronto par vidéoconférence. Nous continuons d'essayer.

Nous passons maintenant à des rondes de six minutes, en commençant avec M. Cullen.

**M. Nathan Cullen (Skeena—Bulkley Valley, NPD):** Monsieur Nantais, pourriez-vous répéter la dernière phrase de votre exposé, si vous l'avez sous la main?

**M. Mark Nantais:** C'était: Le message que j'aimerais vous transmettre aujourd'hui est que dans le contexte hautement concurrentiel des décisions d'investissement dans le domaine automobile à l'échelle internationale, il existe des facteurs sur lesquels le gouvernement a plus d'emprise que le prix du pétrole et qui pourraient avoir une incidence positive plus importante.

**M. Nathan Cullen:** Il existe des facteurs sur lesquels le gouvernement a plus d'emprise...?

**M. Mark Nantais:** C'est exact.

**M. Nathan Cullen:** Pourriez-vous nous donner un ou deux exemples?

Mais avant tout, merci de votre exposé.

Je l'ai trouvé très intéressant. Nous étudions les répercussions, comme plusieurs d'entre vous l'avez indiqué, et les mesures que le

gouvernement devrait prendre, le cas échéant. Un budget devrait être présenté à un moment donné au printemps. Nous étudions des politiques possibles, et il s'agit bien entendu d'une année électorale, et les gens se demandent quoi faire au sujet de la situation actuelle.

Pourriez-vous nous donner un ou deux exemples, monsieur Nantais?

**M. Mark Nantais:** Certainement.

Tout d'abord, j'ai parlé du Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile. Il est évident que lorsqu'on compare ce fonds avec ce que proposent d'autres pays concurrents, si on le rendait plus concurrentiel...

**M. Nathan Cullen:** Sommes-nous concurrentiels avec le Mexique en ce moment en ce qui concerne l'appui à l'industrie?

**M. Mark Nantais:** Eh bien, il faudrait examiner cette question dans un contexte approprié à la situation du Canada par rapport au Mexique, c'est-à-dire ce que nous pouvons nous permettre, ce sur quoi nous pouvons miser pour être concurrentiels, et la combinaison d'autres politiques qui pourront contribuer à notre...

**M. Nathan Cullen:** Les subventions directes que le Mexique... Le Mexique se porte très bien. En tant que constructeurs de véhicules, notre part de marché en Amérique du Nord est à son plus bas depuis 1987. Elle diminue assez régulièrement ces dernières années, depuis la récession en particulier. D'importants investissements ont migré au Mexique, et les investissements ici ont diminué. Nous ne pouvons toutefois pas subventionner à la façon des Mexicains.

**M. Mark Nantais:** Non, mais nous avons d'autres atouts, nous pouvons faire autre chose. Il y a eu trois investissements majeurs récemment dans le contexte actuel; nous pouvons donc faire plus. L'harmonisation des normes est un autre point qui procure de réels avantages à notre industrie à l'échelle nord-américaine. Ce sont là des choses que nous faisons déjà.

**M. Nathan Cullen:** Les tendances que j'ai mentionnées sont préoccupantes, tout comme notre déficit commercial de 19 milliards de dollars uniquement pour les véhicules et les pièces.

Monsieur Mendes, est-ce que la banque est préoccupée par la dette personnelle actuelle des consommateurs canadiens?

**M. Rhys Mendes:** Oui. Nous avons indiqué à diverses reprises que le niveau élevé de la dette des ménages rend l'économie canadienne vulnérable.

En ce qui concerne la baisse des prix du pétrole, il importe de souligner que, selon notre analyse, le fait que le prix du baril soit passé de 110 \$ au milieu de 2014 à 60 \$ en janvier — au moment où nous avons publié notre *Rapport sur la politique monétaire* — aurait réduit les revenus d'une telle façon que cela aurait fait grimper le ratio de la dette par rapport au revenu, ce qui, à notre avis, est le facteur clé permettant d'évaluer cette vulnérabilité. La mesure prise par la banque en janvier visait en partie à atténuer...

**M. Nathan Cullen:** ... ce ratio de la dette par rapport au revenu.

**M. Rhys Mendes:** ... cet effet négatif sur la dette.

**M. Nathan Cullen:** La banque n'a pas agi uniquement par souci de la dette personnelle des Canadiens. Je ne veux pas déformer vos propos, mais s'agissait-il d'une mesure de stimulation? Était-ce en quelque sorte un effort pour relancer l'économie?

**M. Rhys Mendes:** Comme je l'ai dit, ce choc des prix pétroliers a eu un effet négatif indubitable partout au Canada. Nous avons donc estimé qu'en l'absence de toute réaction sur le plan des politiques, la production canadienne aurait été inférieure d'environ 1,4 % à la fin de 2016. Cet écart de production, soit la différence entre l'activité économique réelle et la capacité potentielle maximale de l'activité économique, se serait poursuivi jusqu'à un moment donné en 2017. Nous avons pour ainsi dire pris une assurance pour être davantage confiants que l'économie reviendrait à sa pleine capacité d'ici la fin de 2016.

**M. Nathan Cullen:** Vous n'avez pas prononcé le mot, mais on dirait une tentative de la relancer, de la stimuler. N'est-ce pas une phrase tendancieuse sur le plan économique? Je le répète, je ne veux pas... J'essaie d'interpréter l'initiative de la banque. Comme vous le savez, ce geste a surpris tout le monde, mais la banque a examiné la situation à plus long terme et jugé que c'était important.

**M. Rhys Mendes:** Je pense que la politique monétaire du Canada a clairement stimulé l'économie du pays pendant un certain temps, en réponse aux secousses ressenties après la crise économique et financière mondiale. La politique monétaire tient compte des chocs subis par l'économie canadienne et vise le retour à moyen terme au taux d'inflation visé.

• (0910)

**M. Nathan Cullen:** Je tiens toujours à ne pas trop m'avancer.

Mais, monsieur Walker, je ne suis pas d'accord sur un point. Je crois vous avoir entendu dire que la baisse de confiance des consommateurs était peut-être concentrée en Alberta, où l'on se ferait le plus de souci. Est-ce bien vous qui en avez parlé?

**M. Jeff Walker:** J'ai dit simplement que, selon les données dont nous disposons, la population de l'Alberta s'inquiète davantage des conséquences macro-économiques que la population du reste du Canada.

**M. Nathan Cullen:** Si je soulève ce point, c'est simplement que, dans son rapport, le Conference Board indique que la confiance des consommateurs a baissé de 11 points de pourcentage de la Colombie-Britannique aux provinces de l'Atlantique, en passant par l'Alberta et l'Ontario. Je voudrais bien en débattre, mais je n'en aurai pas le temps.

Ma dernière question s'adresse à M. Myers.

Avons-nous des données sur le secteur secondaire nous permettant de savoir dans quelle mesure il dépend du secteur de l'énergie? Votre association est-elle capable de présenter...? Nous cherchons à savoir s'il y aura une reprise dans le secteur secondaire, comme cela s'est produit à d'autres moments de l'histoire, mais cette reprise semble plutôt incertaine.

**Le président:** Une réponse brève, je vous prie.

**M. Jayson Myers:** Notre analyse porte sur les conséquences de la baisse de l'exploitation des sables bitumineux. J'enverrai au comité une copie de notre analyse, qui montre essentiellement que les ventes du secteur secondaire pourraient, dans l'ensemble du pays, diminuer de 12 milliards de dollars.

**M. Nathan Cullen:** Merci.

**Le président:** Merci, monsieur Cullen.

Nous cédon la parole à M. Saxton. Je vous en prie.

**M. Andrew Saxton (North Vancouver, PCC):** Merci à nos témoins d'être présents aujourd'hui.

Ma première question s'adresse à M. Mendes, de la Banque du Canada.

Certains qualifient la situation actuelle de crise économique. Pensez-vous que nous traversons une crise économique?

**M. Rhys Mendes:** Comme nous l'avons dit, la situation actuelle a un effet néfaste sur l'économie canadienne. Mais, au cours de l'histoire, l'économie canadienne a pu rebondir après divers chocs. Dans la période de hausse des prix du pétrole, la main-d'oeuvre et le capital se sont déplacés d'un secteur à l'autre et d'une région à l'autre à cause des conditions favorables créées par cette hausse. Nous allons probablement observer le phénomène inverse en réaction à la baisse des prix du pétrole. Dans l'ensemble, comme je l'ai dit, cette baisse a un effet néfaste sur l'économie canadienne.

**M. Andrew Saxton:** La banque prend-elle en considération le fait que beaucoup d'emplois dans le secteur de l'énergie étaient en fait des emplois de contractuel qui seront rétablis une fois que le prix aura augmenté de nouveau?

**M. Rhys Mendes:** Nous retenons comme hypothèse de travail, dans notre analyse, un prix constant à peu près à son niveau actuel. Alors, dans notre dernier rapport de politique monétaire, nous nous servons du prix de 60 \$ pour le baril de Brent. Nous avons choisi cette hypothèse premièrement parce qu'elle est compatible avec notre hypothèse concernant la valeur du dollar canadien, qui ne devrait pas changer selon nos prévisions. Deuxièmement, il est difficile de faire mieux que de prévoir un prix constant pour le pétrole. Il est difficile de prévoir l'évolution des prix du pétrole. Dans le passé, nous nous sommes servis des prix des contrats à terme, mais nous n'avons pas eu plus de succès concrètement. Pour simplifier la démarche, nous tenons pour acquis, dans nos prévisions, que le prix du pétrole demeurera le même, et... [Note de la rédaction: difficultés techniques]

**Le président:** Désolé, monsieur Mendes.

Ce bip est-il causé par nous?

**M. Andrew Saxton:** Je pense que le bip est supportable, monsieur le président.

**Le président:** D'accord. Je suis désolé.

**M. Andrew Saxton:** C'est M. Cullen qui réfléchit à voix haute, voilà tout.

**Des voix:** Oh, oh!

**Le président:** Je suis désolé, monsieur Mendes. Veuillez continuer.

**M. Andrew Saxton:** A-t-on redémarré la minuterie, monsieur le président?

**Le président:** Oui.

**M. Andrew Saxton:** Merci.

Ma prochaine question s'adresse à M. Walker, de l'Association canadienne des automobilistes.

Quelles répercussions la baisse des prix du pétrole a-t-elle eues sur vos membres?

**M. Jeff Walker:** Jusqu'à maintenant, la plupart de nos membres se réjouissent de la baisse. Toutefois, la majorité des consommateurs s'attachent surtout à des considérations micro-économiques, à court terme, dans leur vie quotidienne. Ils ont tendance à avoir comme point de référence le plein d'essence qu'ils font une fois par semaine. C'est ce qui détermine leur point de vue globalement. Comme je l'ai dit tout à l'heure, la plupart des Canadiens sont jusqu'ici assez heureux d'avoir pu économiser grosso modo 30 % sur leurs factures d'essence, par rapport à ce qu'ils payaient auparavant. Ils ne s'attendaient pas du tout à cette baisse, alors elle leur a été une surprise agréable. Dans l'Ouest, en Alberta ainsi que, dans une moindre mesure, en Saskatchewan, les gens voient davantage le portrait global, à long terme, et le problème macro-économique. Leur satisfaction de payer moins cher l'essence, à court terme, a une contrepartie moins agréable, comme une baisse du prix des maisons de 30 %, de 20 % ou d'un autre pourcentage important. L'attitude des gens à propos de la baisse des prix de l'essence dépend en somme de l'endroit où ils habitent.

Je voudrais dire un mot de plus qui m'apparaît vraiment important. Le prix du pétrole est passé de 110 \$ à environ 60 \$, n'est-ce pas? Or, les prix de l'essence n'ont pas connu une diminution aussi importante. Les études réalisées dans le passé nous ont permis d'observer un phénomène de hausses en flèche et de baisses beaucoup moins rapides. Les prix de l'essence augmentent brusquement avec les hausses des prix du pétrole, mais ils ne baissent pas aussi rapidement lorsque les prix du pétrole repartent à la baisse. Il serait peut-être utile que votre comité se penche sur les études de la relation entre les prix du pétrole et les prix de l'essence pour les consommateurs, au fil du temps. Vous verrez que, toutes proportions gardées, les prix n'évoluent pas de la même manière.

• (0915)

**M. Andrew Saxton:** Merci beaucoup.

Ma prochaine question s'adresse à Jayson Myers.

Jayson, avez-vous pu observer, dans le secteur secondaire, en Ontario et au Québec, des effets bénéfiques attribuables à la baisse du prix du pétrole?

**M. Jayson Myers:** Les effets observés ne proviennent pas tant de la baisse des prix du pétrole que de la croissance plus forte aux États-Unis et de la baisse du dollar. Je pense que l'un des facteurs clés — et il y a un lien avec votre question précédente, sur les employés du secteur pétrolier — est que des entreprises du secteur secondaire qui, un peu partout au pays, mais plus particulièrement en Ontario, dans l'Est du Canada et au Québec, voient selon moi l'occasion se présenter à elles d'embaucher des travailleurs venus des autres régions du pays pour trouver un emploi dans l'industrie pétrolière... Ces entreprises auront ainsi plus de facilité à trouver des travailleurs spécialisés, en particulier dans les métiers. Il est possible qu'il en résulte des effets favorables sur leur capacité à hausser leur production et qu'ils ressentent moins les contraintes en matière de capacité. Je crois que c'est l'un des avantages qu'il peut y avoir.

**M. Andrew Saxton:** Il en résulterait une meilleure offre de main-d'oeuvre.

**M. Jayson Myers:** Oui.

**M. Andrew Saxton:** Voilà qui est intéressant. Merci.

Enfin, monsieur Nantais, comment l'aide du gouvernement au secteur de l'automobile a-t-elle aidé les membres de l'Association canadienne des constructeurs de véhicules?

**M. Mark Nantais:** L'aide a été extrêmement utile non seulement pour les membres de l'Association canadienne des constructeurs de

véhicules, mais également pour toutes les entreprises du secteur de l'automobile qui ont des usines au Canada. Comme je l'ai indiqué, le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile nous aide. Un effort très important a été fait pour harmoniser les normes dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. D'autres mesures ont été prises, notamment les incitatifs fiscaux pour la recherche scientifique et le développement expérimental, quoiqu'il soit peut-être souhaitable d'apporter certains changements à ces mesures. Ce sont des mesures qui nous ont été très utiles et qui continueront à influencer sur les investissements, à l'avenir. Cependant, il faut se servir des États qui font monter les enchères comme points de repère, si nous voulons demeurer concurrentiels. Il faudra que nous trouvions une solution à ce problème, à l'avenir. De nombreuses politiques actuelles sont très utiles non seulement pour l'industrie automobile, mais aussi pour le secteur secondaire en général. C'est le cas notamment de la déduction pour amortissement accéléré.

**Le président:** Merci, monsieur Saxton.

Nous allons céder la parole à M. Brison. Je vous en prie.

**L'hon. Scott Brison (Kings—Hants, Lib.):** Merci à vous tous d'être parmi nous aujourd'hui.

Monsieur Mendes, êtes-vous d'accord avec l'économiste Doug Porter et d'autres économistes du secteur privé pour dire que, malgré la dégringolade des prix du pétrole, ceux-ci devraient se stabiliser à moyen terme et que nous sommes dans un environnement de croissance lente, où les prix des matières premières resteront plutôt bas au moins à moyen terme?

**M. Rhys Mendes:** Comme je l'ai dit, nous ne faisons pas de prévisions concernant les prix du pétrole. Nous retenons comme hypothèse que les prix resteront au même niveau qu'ils l'ont été dernièrement. Nous devons évidemment analyser les risques associés à cette hypothèse. Le prix de 60 \$ pour le baril de Brent comporte des avantages et des inconvénients. Sur le plan des avantages, on peut dire qu'une bonne proportion de la production mondiale de pétrole est trop coûteuse pour être rentable si le prix est de 60 \$. Il en ressort qu'au bout d'un certain temps, l'offre devrait diminuer, ce qui pourrait exercer une pression à la hausse sur les prix.

Sur le plan des inconvénients, il est possible que des innovations technologiques ou des mesures de réduction des coûts fassent baisser encore davantage les prix. Dans l'ensemble, notre évaluation globale des risques nous porte à croire que les avantages du prix de 60 \$ que nous posons comme hypothèse l'emportent sur les inconvénients.

**L'hon. Scott Brison:** Vous êtes capables de faire des prévisions malgré l'incertitude ou vous êtes capable de tenir compte des diverses hypothèses et des issues potentielles dans vos prévisions.

**M. Rhys Mendes:** Comme je l'ai dit, nous retenons une hypothèse, mais elle est évidemment entourée de beaucoup d'incertitude.

**L'hon. Scott Brison:** Bien entendu.

La Banque du Canada dit que la baisse des prix du pétrole a sans aucun doute un effet néfaste sur la croissance économique au Canada. Peut-on dire qu'elle a un effet globalement favorable sur la croissance aux États-Unis?

• (0920)

**M. Rhys Mendes:** Oui, nous estimons que la baisse des prix du pétrole depuis le milieu de l'année dernière devrait avoir comme effet de hausser le PIB des États-Unis d'environ un point de pourcentage d'ici la fin de 2016.



**L'hon. Scott Brison:** C'est mauvais pour la croissance de l'économie canadienne, mais c'est généralement bon pour la croissance aux États-Unis. En résulte-t-il que le gouvernement fédéral pourrait être obligé de hausser les taux d'intérêt aux États-Unis?

**M. Rhys Mendes:** Je ne peux pas me prononcer sur les politiques fédérales. Toutefois, de bonnes perspectives de croissance aux États-Unis sont de bon augure pour le Canada.

**L'hon. Scott Brison:** Quelles seraient les conséquences sur l'économie canadienne d'une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis?

**M. Rhys Mendes:** Nous pensons qu'une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis serait probablement associée à un renforcement de l'économie dans ce pays. Une économie plus forte aux États-Unis serait vraiment...

**L'hon. Scott Brison:** S'exercerait-il, sur la Banque du Canada, des pressions plus fortes pour hausser les taux d'intérêt si les États-Unis les augmentaient ou pourrait-il y avoir une différence de politique?

**M. Rhys Mendes:** Pas nécessairement. La banque fixe les taux d'intérêt selon le taux d'inflation souhaité. La politique monétaire du Canada consiste à ajuster les taux d'intérêt selon l'inflation prévue.

**L'hon. Scott Brison:** Des changements dans la croissance de l'économie des États-Unis pourraient-ils avoir une incidence sur l'inflation et réduire par le fait même les pressions qui s'exercent au Canada?

**M. Rhys Mendes:** Certainement.

**L'hon. Scott Brison:** Merci.

Monsieur Walker, vous nous parliez de l'effet de la baisse des prix du pétrole sur les concessionnaires d'automobiles du Canada... Vous dites que la baisse des prix aura des répercussions. Les gens ont-ils des voitures plus grosses ou sont-ils susceptibles de se mettre à acheter des automobiles plus grosses? C'est une idée que nous avons entendue. La baisse aura-t-elle une incidence sur le genre de véhicules que les gens décideront d'acheter?

**M. Jeff Walker:** Mark serait probablement mieux placé que moi pour répondre à cette question.

Les effets seront un peu les mêmes que ceux que l'on prévoit à d'autres égards. Les changements se produiront plutôt à long terme. Les gens n'achètent une voiture qu'une fois tous les trois ou quatre ans. Ils ne changeront pas leurs habitudes aussi rapidement, à court terme, à moins évidemment qu'ils aient un crédit-bail et qu'ils puissent changer de voiture. Les données sont trop fraîches pour pouvoir se prononcer.

**L'hon. Scott Brison:** Cependant, vous dites que la baisse nuit à la confiance des consommateurs, donc qu'elle les incite à ne pas acheter, n'est-ce pas?

**M. Jeff Walker:** C'est peut-être le cas dans certaines parties du pays, où les gens ressentent davantage les forces macro-économiques à l'oeuvre et les effets à long terme, par exemple, en Alberta. Je ne sais pas si la tendance est la même ailleurs au pays.

**L'hon. Scott Brison:** Monsieur Mendes, quel effet pourrait avoir la baisse des prix du pétrole sur le marché canadien de l'emploi? Sera-t-il moins vigoureux?

**M. Rhys Mendes:** Comme je l'ai dit, nous prévoyons que, s'il n'y a pas d'intervention au chapitre de la politique monétaire et si aucun autre choc ne survient, la baisse des prix du pétrole aura comme effet de réduire l'activité économique et le PIB au Canada.

**L'hon. Scott Brison:** Donc, le marché de l'emploi sera moins vigoureux.

**M. Rhys Mendes:** Évidemment, il y aura une incidence sur l'emploi également.

**L'hon. Scott Brison:** Prévoyez-vous une croissance lente comme tendance au Canada, c'est-à-dire que l'économie croîtrait lentement dans un avenir prévisible?

**M. Rhys Mendes:** Si la tendance se maintient, nous prévoyons une croissance réelle un peu inférieure à 2 % au Canada. C'est légèrement inférieur à la croissance que l'on observait avant la crise économique et financière du milieu des années 2000, mais une bonne partie de ce ralentissement est attribuable simplement à une croissance moins importante de la main-d'oeuvre en raison du vieillissement de la population.

**L'hon. Scott Brison:** Monsieur Myers, vous dites que la baisse des prix du pétrole a des effets favorables et des effets néfastes. À quel moment voyez-vous survenir les effets favorables? Combien de temps sépare le moment où se manifesteront les effets favorables du moment où les effets néfastes se feront sentir?

**Le président:** Soyez bref dans votre réponse, je vous prie.

**M. Jayson Myers:** J'aimerais bien pouvoir faire une prévision comme celle-là...

**L'hon. Scott Brison:** Je vous fais entièrement confiance.

**Mr. Jayson Myers:** ... mais je pense que nous observons déjà les effets favorables sous forme d'un plus grand pouvoir d'achat aux États-Unis, qui s'accompagne, dans une certaine mesure, d'une hausse de la valeur du dollar américain et d'une baisse de la valeur du dollar canadien. On peut constater ces effets actuellement, et ils sont très favorables. Mais on ne sait pas vers où nous mènera cette tendance plus tard.

Je dirais une chose. Une dégringolade du prix du pétrole ou d'une autre matière première semblable à la baisse qui s'est produite au cours des six derniers mois n'est pas un bon signe, en particulier lorsqu'elle déclenche une telle appréciation du dollar américain et une telle dépréciation des autres devises. C'est un signe qui, à défaut d'être mauvais pour le marché du pétrole, révèle de très graves déséquilibres financiers dans l'économie mondiale. Je pense que c'est là que réside le danger, pour l'avenir.

**Le président:** Merci, monsieur Brison.

Nous cédon la parole à Mme Bateman. Je vous en prie.

**Mme Joyce Bateman (Winnipeg-Centre-Sud, PCC):** Je remercie tous les témoins présents ce matin. J'aime vraiment notre discussion.

Hier, nous avons entendu le témoignage de plusieurs économistes. Certains disaient que c'est tout simplement une industrie volatile. Plusieurs ont mentionné l'ajustement important survenu en 1998 et celui de 1986 et ont dit que ces ajustements se sont traduits par plus d'innovation, plus d'investissements dans la technologie et plus d'efficacité et d'efficience dans l'industrie. Autrement dit, l'industrie est ressortie plus forte de la « crise ».

J'aimerais connaître votre avis, à commencer par M. Myers.

• (0925)

**M. Jayson Myers:** C'est la conclusion qu'on peut tirer en examinant les statistiques macroéconomiques. Par contre, entre 2002 et 2012, 20 000 manufacturiers ont mis la clé sous la porte à la suite de cet ajustement. Ce n'est donc pas un ajustement facile et il a des répercussions très importantes sur l'emploi — 600 000 emplois perdus dans le secteur manufacturier —, même si la production atteint actuellement un niveau inégalé.

Ces ajustements font extrêmement mal sur le coup, mais, bien sûr, la tendance générale est confirmée. Voilà pourquoi il est important d'investir dans la nouvelle technologie, les nouveaux produits et les compétences. Nous devons être en mesure d'attirer ou de retenir les mandats de production au Canada. Voilà pourquoi tout cela est si important; cela atténue cet ajustement.

**Mme Joyce Bateman:** Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet?

Non, ce n'est pas votre domaine.

Monsieur Nantais?

**M. Mark Nantais:** Oui.

Comme vous le savez, l'industrie automobile est sortie très blessée des années sombres qu'étaient 2008 et 2009. Il est vrai que nous avons pris des décisions très difficiles qui se sont soldées par la perte d'environ 40 000 emplois dans l'industrie automobile. Nous avons éliminé la capacité non utilisée. Nous sommes devenus beaucoup plus productifs. Nous en sommes ressortis plus forts, oui, mais c'était très douloureux.

D'autres pays ont également passé par cette phase — et je vais parler de la relativité de ce qui se passe — et, maintenant, ils reconnaissent également la valeur de l'industrie automobile et des emplois indirects, au ratio de 9 pour 1, raison pour laquelle ils cherchent si activement à obtenir de nouveaux investissements.

Oui, nous en sommes ressortis plus forts, mais nous devons redoubler d'efforts si nous voulons garder les mandats de production au Canada. Il n'y a plus rien de statique dans ce monde. La concurrence pour les investissements est plus féroce que jamais. Je suis un vieux de la vieille et j'ai vu plusieurs cycles économiques, mais je n'ai jamais vu de ralentissement aussi prononcé que celui de 2008 et 2009. Nous risquons de perdre davantage si nous ne redoublons pas d'efforts.

**Mme Joyce Bateman:** Merci.

J'aimerais revenir sur un point.

Monsieur Myers, vous avez parlé des répercussions. Vous avez dit que 0,3 %, c'est marginal. Ensuite, vous avez dit qu'il fallait continuellement investir dans l'innovation et la technologie. Pouvez-vous préciser votre pensée au sujet de ce 0,3 %?

**M. Jayson Myers:** Bien sûr. La principale hypothèse, c'est que la baisse du prix du pétrole se traduirait par des économies, par une baisse des coûts énergétiques pour la fabrication. Or, les coûts énergétiques liés au pétrole ne représentent que 0,3 % du total des coûts dans le secteur manufacturier.

**Mme Joyce Bateman:** Ah, d'accord. Donc, ce n'est pas...

**M. Jayson Myers:** Autrement dit, cela ne se traduit pas par une réduction importante de la facture énergétique. La réduction du coût des matières premières, des matières plastiques, des produits pétrochimiques et des produits pétroliers raffinés pourrait se traduire par des économies plus importantes, dans certaines industries en particulier.

L'industrie du camionnage et l'industrie ferroviaire n'ont pas encore baissé leurs prix, malgré la baisse des coûts énergétiques. Elles pourraient finir par le faire, mais ce n'est pas encore le cas.

**Mme Joyce Bateman:** Non, c'est un bon point.

Avez-vous baissé les prix?

**M. Jayson Myers:** Actuellement, la plupart des économies seront réinvesties dans le renforcement de la capacité et de la productivité, ainsi que la création d'emplois.

• (0930)

**Mme Joyce Bateman:** D'accord, merci.

Monsieur Walker, vous avez dit que vous consultez beaucoup les consommateurs. Je sais que les électeurs de ma circonscription sont très heureux d'avoir 20 ou 30 \$ de plus dans leurs poches qu'auparavant après avoir fait le plein. Je voulais simplement vous donner l'occasion d'ajouter à vos commentaires.

**Le président:** Veuillez être bref.

**M. Jeff Walker:** Il ne fait aucun doute que la plupart des Canadiens sont contents d'économiser de l'argent. Cela les fait se sentir bien dans ce qu'on appelle le contexte microéconomique. Ils se demandent toutefois combien de temps cela va durer. Ils n'ont pas beaucoup réfléchi à la macroéconomie, outre...

**Mme Joyce Bateman:** Hier, des économistes nous ont dit que cela ne durera pas éternellement. C'est une industrie cyclique. Qu'en pensez-vous?

**Le président:** Soyez bref.

**M. Jeff Walker:** Je ne peux pas en parler, je ne suis pas économiste. Si cela ne dure pas, si rien d'autre ne change et si d'autres indicateurs économiques se détériorent, ce n'est pas bon.

**Mme Joyce Bateman:** Merci.

**Le président:** Je suis désolé, mais le temps est écoulé.

Merci, madame Bateman.

Monsieur Stanford à Toronto, m'entendez-vous?

**M. James Stanford (économiste, Unifor):** Je vous entends parfaitement bien, monsieur. M'entendez-vous?

**Le président:** Oui. Merci de votre patience ce matin.

**M. James Stanford:** De rien. C'est moi qui vous remercie.

**Le président:** Chers collègues, je propose que nous écoutions la présentation de cinq minutes de M. Stanford avant de questionner les témoins.

Monsieur Stanford, je vous demanderais de faire votre présentation de cinq minutes et, ensuite, les membres du comité pourront poser des questions.

**M. James Stanford:** D'accord. Merci beaucoup, monsieur le président.

Je m'appelle Jim Stanford, je suis économiste pour Unifor, la plus grande organisation syndicale du secteur privé au Canada. Nous représentons plus de 20 secteurs de l'économie canadienne à tous les niveaux de la chaîne de production à valeur ajoutée, soit des matières premières à la transformation, de la fabrication aux transports en passant par les services. La fluctuation des cours du pétrole touche chacun des secteurs que nous représentons différemment.

Vous m'excuserez si je répète ce que d'autres témoins ont dit plus tôt, et je vous invite à consulter le mémoire qu'a préparé Unifor pour ses membres afin de les informer des diverses incidences de la baisse des cours du pétrole. On peut le trouver sur notre page web, et je pense qu'il a été distribué aux membres du comité ce matin.

Il va sans dire que la chute de moitié des cours du pétrole est un choc important pour la macroéconomie canadienne. À mon avis — j'ai d'ailleurs exercé les fonctions d'économiste en énergie pendant quelques années avant de me joindre au mouvement syndical —, il est probable que les cours se stabilisent ou baissent encore davantage au moyen terme. Je ne prévois aucun changement rapide des forces mondiales qui ont amené les cours du pétrole à chuter.

Qui plus est, on ne sait toujours pas avec certitude que les cours actuels sont bas comparativement aux normes historiques. D'ailleurs, ils équivalent plus ou moins à la moyenne en dollars indexés sur 40 ans, ce qui nous porte à croire que les taux étaient élevés ces dernières années et que les cours actuels sont normaux. Je pense que toute mesure que nous prenons devrait reposer sur l'hypothèse selon laquelle les cours du pétrole demeureront stables ou baisseront encore davantage pendant un certain temps.

Comme le comité l'a entendu au cours de ses audiences, la chute des cours a divers effets économiques contradictoires. La production de pétrole ne sera pas affectée dans les premiers temps. D'ailleurs, la production canadienne continuera d'augmenter à moyen terme. Nous constatons un repli important des investissements dans les nouveaux projets d'exploration, de développement et de construction dans le secteur pétrolier. Comme ce secteur représentait 30% des dépenses en capital fixes au Canada avant la chute, c'est un problème économique majeur aux répercussions diverses pour le Canada.

L'effet sur le PIB sera discret. L'extraction continuera de s'intensifier, l'investissement diminuera et d'autres secteurs jouiront de certains avantages, comme les dépenses de consommation, les avantages propres aux secteurs énergivores, surtout le secteur des transports et, à un moindre degré, comme vient de l'affirmer M. Myers, le secteur manufacturier lui-même.

L'impact de la chute des cours du pétrole sur la demande aux États-Unis, le principal acheteur de nos exportations, est timidement positif, ce qui sera une bonne chose pour notre économie. Les manufacturières qui fournissent des intrants au secteur pétrolier et gazier essuieront quelques pertes, mais elles représentent une part relativement faible de l'ensemble des activités manufacturières au Canada.

Il va sans dire que l'avantage le plus considérable sera la baisse du dollar canadien, qui est maintenant à parité avec la devise américaine sur le plan du pouvoir d'achat.

Je souligne que la valeur actuelle du dollar n'est pas faible. Le dollar est en fait à son niveau idéal compte tenu des prix à la consommation relatifs au Canada et ailleurs.

Le faible cours du dollar comporte d'importants avantages, autant dans l'immédiat qu'à plus long terme, pour la demande nette de produits et de services canadiens dans tous les secteurs marchands,

pas juste la manufacture mais aussi le tourisme et les services exportables.

Il aide même les secteurs du pétrole et des ressources à composer avec la situation en absorbant une partie du choc causé par la chute des cours mondiaux. Certains avantages se manifestent déjà. Par exemple, les exportations canadiennes de pièces automobiles ont augmenté de 15 % l'année dernière, signe très encourageant dans un secteur qui vient de passer par une bien rude décennie.

Mais les avantages du faible cours du dollar sont assortis de certaines réserves.

Tout d'abord, le dollar canadien n'a pas chuté sur tous les fronts. La valeur du dollar comparativement à celle de l'euro, principal concurrent dans les marchés de la fabrication, a augmenté de 15 % au cours de la dernière année. Relativement à la valeur du peso mexicain — le Mexique étant bien entendu notre source la plus importante de produits automobiles —, celle du dollar n'a pas changé. Notre devise s'est appréciée comparativement au yen japonais dans la dernière année.

Bien que le faible cours du dollar soit avantageux, ce n'est clairement pas une panacée pour tous les problèmes du secteur de la fabrication. En partie à cause de la perte importante de capacité que nous avons subie dans la dernière décennie, il est difficile pour le secteur de tirer profit des avantages découlant de la faiblesse du dollar.

Ensuite, les sociétés ne savent pas combien de temps la valeur du dollar restera basse. Je pense qu'il est important dans ce dossier que le gouvernement et la Banque du Canada affirment qu'à leur avis, à long terme, la valeur du dollar ne devrait pas dépasser de beaucoup la parité de pouvoir d'achat; autrement, cela viendrait mitiger l'impact positif de la faiblesse du dollar sur les investissements.

● (0935)

J'insiste sur la nécessité pressante d'adopter des stratégies économiques solides, permanentes et proactives pour venir en aide aux secteurs stratégiques comme l'automobile, l'aérospatiale et le matériel de télécommunications et aussi aux services exportables comme les médias numériques, où travaillent beaucoup de membres d'Unifor. Cela devrait faire partie du plan d'intervention.

Je pense que la difficulté la plus épineuse causée par la chute des cours du pétrole pour la macroéconomie canadienne sera les retombées de la réduction des investissements dans le pétrole; en réponse à ce problème, le gouvernement doit favoriser dynamiquement l'accroissement des investissements, autant privés que publics, dans d'autres secteurs économiques. Par « public », je veux parler de dépenses en infrastructures. Par « privé », je parle des partenariats avec l'industrie en vue de stimuler les investissements dans les secteurs clés comme ceux dont j'ai parlé.

Je m'en tiendrais à cela, monsieur le président, et il me fera plaisir de répondre aux questions des membres du comité. Merci beaucoup.

**Le président:** Merci pour votre exposé, monsieur Stanford.

Passons maintenant aux questions.

[Français]

Monsieur Dionne Labelle, vous avez la parole pour six minutes.

**M. Pierre Dionne Labelle (Rivière-du-Nord, NPD):** Merci, monsieur le président.

Bonjour, messieurs les témoins.

Ma première question s'adresse à M. Mendes.

Quand vous avez présenté votre analyse en janvier sur la politique monétaire, le postulat prévoyait que le dollar vaudrait 86 ¢ en devise américaine. Or ce matin, le dollar vaut 78 ¢. Si vous aviez su à ce moment-là que le dollar allait valoir 78 ¢, cela aurait-il modifié votre attitude par rapport au taux directeur? Dans quelle mesure cela aurait-il modifié vos pronostics?

**M. Rhys Mendes:** Je vous remercie de votre question.

[Traduction]

Ce qu'il faut retenir, c'est que nous émettons en tout temps des hypothèses sur la valeur du dollar. Comme vous l'avez mentionné, elle était à 86 ¢. En général, les conditions financières se sont améliorées depuis l'ajustement de la politique monétaire en janvier, y compris le dollar. Bien évidemment, cela a eu un impact sur les perspectives économiques. Je ne peux pas faire de mise au point à ce moment-ci. La prochaine mise à jour économique aura lieu le 15 avril, à la date de la prochaine décision, la date de publication de notre prochain rapport sur la politique monétaire.

[Français]

**M. Pierre Dionne Labelle:** Vous allez le faire ultérieurement.

Selon le graphique 15 du document que vous nous avez soumis, la marge des ressources inutilisées sur le marché du travail est plus importante que ce qu'indique le taux de chômage. Il y a une phrase ici qui contredit un peu ce qu'on entend généralement de la part du gouvernement, à savoir que « le chômage à long terme se situe encore près de son sommet d'après la crise ».

Pouvez-vous faire des commentaires là-dessus?

[Traduction]

**M. Rhys Mendes:** La situation du marché du travail illustrée au tableau 15 repose sur plus de facteurs que le simple taux de chômage. Nous tenons compte du chômage à long terme, de la sous-utilisation de la main-d'oeuvre et des augmentations salariales. Ce que nous avons constaté, c'est que plusieurs facteurs contribuent au ralentissement du marché du travail au-delà du simple taux de chômage. Le chômage à long terme est toujours sensiblement égal aux niveaux enregistrés avant la crise. La moyenne des heures travaillées demeure basse. La proportion de travailleurs à temps partiel involontaires demeure élevée. Ces facteurs-là contribuent aussi au ralentissement du marché du travail.

• (0940)

[Français]

**M. Pierre Dionne Labelle:** Je vous remercie de votre réponse.

Monsieur Walker, j'ai bien aimé votre illustration de la fusée et de la plume. Effectivement, c'est une réflexion que notre comité a eue cette semaine. La descente du prix du baril de pétrole et la descente du prix à la pompe n'ont pas la même vélocité.

Nous avons proposé qu'un commissaire soit chargé d'examiner cette adéquation pour voir si tout cela a du sens. On se souvient que, en 2008, le baril de pétrole était à 148 \$ et qu'on payait 1,48 \$ à la pompe. Maintenant, le baril est à 50 \$. La semaine dernière, il y a même eu une augmentation du prix à la pompe. Il y a quelque chose dans l'adéquation des prix qui ne fonctionne pas. Il y a quelque chose qui se passe.

[Traduction]

**M. Jeff Walker:** Nous ne savons pas exactement ce qui se passe, mais nous savons que depuis quelques mois, certains des acteurs dans la vente au détail de gaz enregistrent des profits record; nous encourageons donc toute initiative de recherche s'intéressant à ce phénomène qui amène les cours du pétrole à monter en flèche et à

chuter tranquillement. D'ailleurs, à l'ACA, nous envisageons la commission d'une étude à ce sujet dont les constatations seront rendues publiques afin de faire plus de lumière sur la question.

On ne constate pas le même phénomène aux États-Unis. On dirait que les prix ont chuté dans sensiblement la même mesure que les cours du pétrole. Nous soupçonnons qu'il se passe quelque chose au Canada. À notre avis, une enquête approfondie sur la question s'impose.

[Français]

**M. Pierre Dionne Labelle:** En ce qui concerne les liquidités des entreprises, rappelons-nous que Mark Carney, l'ancien gouverneur de la Banque du Canada, disait qu'il y avait beaucoup de liquidités. Ses propos avaient été corroborés par le ministre Flaherty. Présentement, qu'en est-il du taux de liquidités des entreprises, étant donné qu'on prévoit une reprise du secteur manufacturier? Avez-vous noté une augmentation des investissements des manufacturiers? Sinon, le taux de liquidités reste-t-il sensiblement le même? A-t-il varié?

[Traduction]

**M. Rhys Mendes:** Les entreprises continuent de jouir de conditions financières avantageuses et d'afficher des bilans solides. C'est toujours le cas.

Nous prédisons une hausse des investissements. Les manufacturiers nous disent que les intentions d'investissement sont à la hausse, tout comme le sont les intentions d'emploi.

De plus, l'année dernière, les exportations de produits non énergétiques ont augmenté. Nous nous attendons à ce que cette tendance se maintienne des suites de la force relative de l'économie américaine et de la faiblesse du dollar canadien. Nous nous attendons également à ce que les investissements s'intensifient. L'utilisation de la capacité dans le secteur manufacturier augmente. À mesure que la demande continue de croître, cela devrait se traduire en une intensification des investissements.

**M. Pierre Dionne Labelle:** Monsieur Myers.

**Le président:** Soyez très bref, monsieur Myers.

**M. Jayson Myers:** Je suis d'accord. Les investissements dans les technologies de pointe et la fabrication atteignent un niveau record, même s'il y a moins d'entreprises dans ces domaines; cela veut donc dire que nous renforçons les capacités dans ces secteurs. Comme je l'ai déjà mentionné, je pense qu'il sera plus facile de trouver des travailleurs qualifiés dans le secteur de la fabrication. Cela devrait également être positif et favoriser l'augmentation de la production, mais pour cela, il faudra aussi continuer d'investir dans de nouveaux produits et de nouvelles technologies ainsi que dans le perfectionnement des compétences. Il est extrêmement important de le faire pour maintenir la compétitivité et la croissance.

Si le prix de l'essence ne diminue pas, c'est entre autres parce que certaines raffineries font des profits, qu'elles réinvestissent pour renforcer les capacités et améliorer la productivité. Je crois que c'est un aspect très important du phénomène que nous constatons actuellement, dans la mesure où ces investissements sont faits.

**Le président:** Merci.

Monsieur Cannan, vous avez la parole.

**L'hon. Ron Cannan (Kelowna—Lake Country, PCC):** Je remercie sincèrement tous les témoins.

Monsieur Stanford, je vous remercie d'être ici. Plus tôt, certains intervenants ont parlé des économistes, mais vous n'avez pas eu la chance d'entendre ces observations. Ils ont dit que si une personne se retrouve devant cinq économistes, elle obtiendra six points de vue différents. Je ne sais pas si c'est vrai.

J'aimerais confirmer l'une des observations que vous avez faites plus tôt. Vous avez parlé des répercussions du prix du pétrole sur l'emploi. Vous pourriez peut-être nous parler de votre perception de la situation, que ce soit à l'heure actuelle ou à l'avenir... Plusieurs témoins nous ont dit que le prix du pétrole pourrait demeurer peu élevé pendant quelques années. Peut-être pourriez-vous nous dire comment vous envisagez l'avenir et nous faire part de vos connaissances au sujet des niveaux d'emploi?

• (0945)

**M. James Stanford:** Oui. Il y aura à la fois des effets positifs et des effets négatifs sur le PIB global et le niveau d'emploi global au sein de l'économie canadienne, selon le secteur ou la région du pays.

Les répercussions négatives de la baisse du prix du pétrole sur l'emploi se feront surtout sentir dans les secteurs de l'exploration pétrolière, de l'exploitation pétrolière et de la construction. C'est dans ces secteurs qu'il y aura des pertes d'emploi immédiates, non seulement en Alberta, mais aussi dans d'autres régions productrices de pétrole, car les entreprises réduiront de façon draconienne les nouvelles dépenses dans l'exploration et l'exploitation ainsi que les investissements.

Par ailleurs, la baisse du prix du pétrole aura des répercussions positives sur d'autres secteurs qui profitent de la diminution du prix du pétrole, de l'augmentation des dépenses des consommateurs, de la faiblesse du dollar et de l'augmentation de la demande de notre partenaire commercial, les États-Unis. Puisque ces avantages seront répartis à plus grande échelle que les désavantages qui touchent le secteur de l'exploration pétrolière, ils risquent de passer inaperçus. Cela dit, sur une base nette, je m'attends à ce que la baisse du prix du pétrole ait très peu de répercussions sur la situation de l'emploi dans l'ensemble.

**L'hon. Ron Cannan:** Merci.

Je représente la circonscription de Kelowna—Lake Country. J'y habite depuis environ 25 ans, mais j'ai passé la première moitié de ma vie à Edmonton, au cœur du marché de l'Alberta. Je sais donc que la baisse du prix du pétrole a d'importantes répercussions, plus particulièrement dans cette région, comme d'autres témoins l'ont mentionné.

J'aimerais savoir si vous maintenez toujours la déclaration que vous avez faite dans votre communiqué de presse du 30 janvier:

La probabilité que le gouvernement fédéral enregistre un déficit pendant l'exercice 2015-2016 est bien plus faible que la probabilité que les Maple Leafs remportent la coupe Stanley.

Nous verrons bien.

**M. James Stanford:** Même s'il est encore moins probable aujourd'hui que les Maple Leafs remportent la coupe Stanley, oui, je maintiens tout à fait ce que j'ai dit, monsieur Cannan.

Merci.

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. Ron Cannan:** D'accord, passons à autre chose. Monsieur Myers et monsieur Mendes, je vous remercie de vos observations.

Je siège au comité du commerce depuis plus de neuf ans. Bien sûr, en janvier, nous avons constaté une baisse des échanges commerciaux. Nous avons un excédent commercial d'environ 5 milliards de

dollars en 2014. Si on ne tient pas compte du secteur de l'énergie dans l'équation commerciale, est-ce qu'on améliore de façon marquée la conjoncture pour les exportateurs canadiens?

**M. Jayson Myers:** Oui, tant du point de vue du volume que des modalités des prix. En effet, pour les entreprises qui concluent des contrats en dollars américains, le prix des exportations augmente lorsque la valeur du dollar canadien est moins élevée que celle du dollar américain. Par ailleurs, il est évident que la vigueur de l'économie des États-Unis et la faiblesse de notre dollar rendront les produits canadiens plus concurrentiels, même si, comme d'autres l'ont mentionné, je crois, d'autres devises perdent également de la valeur.

Je pense que le rendement des exportations sera meilleur dans les secteurs non liés à l'énergie, et surtout dans le secteur des produits manufacturés.

**L'hon. Ron Cannan:** Vous avez parlé de la compétitivité. Les électeurs me parlent souvent de la productivité lorsque je travaille avec les petites entreprises de notre collectivité.

Où se situe le Canada par rapport aux États-Unis en ce qui concerne la productivité?

**M. Jayson Myers:** Selon nos statistiques, la situation du Canada n'est pas très bonne par rapport à celle des États-Unis, mais je ne crois pas que nos statistiques mesurent très bien la productivité ou encore la production manufacturière. Par exemple, il est très difficile de nos jours de mesurer cet aspect, car les entreprises se font plutôt concurrence sur le plan du service à la clientèle. Nos chiffres sur le PIB n'établissent pas une distinction claire entre une augmentation de la valeur découlant du service et une simple augmentation du prix.

Ce que moi, j'examine, c'est la capacité de nos entreprises de faire augmenter leurs parts du marché. Je pense que la concurrence est très, très forte. En toute honnêteté, notre bilan à cet égard n'a pas été très bon au cours des 10 dernières années, plus particulièrement sur le principal marché que représentent les États-Unis.

Bref, ma réponse, c'est que nous devons faire plus. Les entreprises doivent faire plus et s'assurer de proposer les produits et les services que leurs clients désirent, à des prix concurrentiels.

**L'hon. Ron Cannan:** J'aimerais poser une question rapide à M. Nantais et à vous. Il y a le Conseil canadien du commerce de détail pour ce qui est de la coopération et de l'harmonisation en matière de réglementation, et nous nous sommes penchés là-dessus. Il y a aussi le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile et la déduction pour amortissement accéléré. Qu'est-ce que le gouvernement peut faire de plus?

**Le président:** Une minute, s'il vous plaît.

Monsieur Nantais, vous avez la parole.

**M. Mark Nantais:** Essentiellement, il faut maintenir le cap, mais il faut également savoir ce que font les autres administrations qui ne négligent aucun effort pour obtenir de nouveaux investissements. De toute évidence, elles mettent les bouchées doubles. Elles prennent des mesures très énergiques.

Nous devons poursuivre nos actions, car elles sont extrêmement utiles et absolument nécessaires, tout en étant conscients de ce qui se passe autour de nous.

**M. Jayson Myers:** Je pense qu'il est essentiel de prolonger la déduction pour amortissement, plus particulièrement dans ce budget.

Également, ailleurs dans le monde, on assiste à une révolution en ce qui concerne les technologies utilisées dans le secteur de la fabrication. Je ne parle pas seulement des technologies propres aux produits, mais aussi des technologies utilisées dans les processus de fabrication. Il est très important de voir à ce que notre secteur de la fabrication, et plus particulièrement les petites et moyennes entreprises, adopte ces technologies.

Il faut donc déployer davantage d'efforts pour promouvoir ces technologies et réduire le risque associé à l'adoption de celles-ci, et pour y parvenir, il faut offrir une meilleure formation professionnelle et mieux collaborer avec les collègues et les universités pour offrir une expérience plus pratique. Ce sont tous des aspects essentiels.

● (0950)

**L'hon. Ron Cannan:** J'aimerais également en savoir plus sur la transmission asymétrique des prix. Merci.

**Le président:** Merci.

[Français]

Monsieur Côté, vous avez la parole.

**M. Raymond Côté (Beauport—Limoulu, NPD):** Merci, monsieur le président.

Je remercie tous nos témoins d'être ici.

Monsieur Mendes, au cours des 10 dernières années, la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine a beaucoup suivi les différents prix du baril de pétrole sur les marchés mondiaux. Il est très intéressant de voir qu'il avait atteint un sommet le 7 novembre 2007, soit 1,10 \$; il était très élevé. En 2009, à la suite de la chute spectaculaire des prix du pétrole et en raison de la crise qui avait cours, le dollar canadien était descendu à 76 ¢ par rapport au dollar américain, pour ensuite remonter en suivant passablement la remontée des prix du baril de pétrole.

Selon vous, cette fluctuation du taux du dollar canadien par rapport à la devise américaine est-elle liée à la force de la devise américaine ou aux prix mondiaux du baril de pétrole? Ces deux facteurs ont-ils un effet à peu près équivalents sur la devise canadienne?

[Traduction]

**M. Rhys Mendes:** Je pense que les deux facteurs ont une incidence sur la devise.

Comme je l'ai mentionné dans ma déclaration préliminaire, la valeur du dollar canadien a tendance à fluctuer selon le prix du pétrole. Pourquoi? Parce que nous sommes un exportateur net de pétrole. Lorsque le prix du pétrole monte, les étrangers doivent acheter plus de dollars canadiens pour acheter notre pétrole ou investir dans notre secteur pétrolier. C'est l'une des raisons fondamentales expliquant que la valeur du dollar fluctue selon le prix du pétrole.

[Français]

**M. Raymond Côté:** Merci beaucoup.

M. Stanford avait, dans ses remarques, indiqué que ce serait préférable d'éviter une remontée trop importante du dollar canadien par rapport à la devise américaine. La Banque du Canada a été passablement active en intervenant dans l'économie canadienne. Pensez-vous que celle-ci a la capacité de ralentir l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, dans le cas où les prix du baril de pétrole monteraient puisque cela semble être passablement lié? On peut donc s'attendre à ce que le dollar canadien suive encore une possible remontée des prix mondiaux du pétrole.

[Traduction]

**M. Rhys Mendes:** L'objectif de notre politique monétaire est de ramener l'inflation à son taux cible à moyen terme, et la valeur du dollar est déterminée par les marchés. Je pense que la meilleure chose que l'on puisse faire pour garantir le bien-être économique et financier du Canada est de mettre l'accent sur l'inflation, car au bout du compte, l'adoption de mesures visant à atténuer les fluctuations du dollar entraînerait des ajustements à l'activité économique, à l'emploi, aux prix et aux salaires. Ce faisant, on ne créerait pas seulement encore plus d'instabilité; on éliminerait également, en tout ou en partie, l'incidence des mesures visant à atténuer les fluctuations du dollar.

[Français]

**M. Raymond Côté:** Merci.

Monsieur Stanford, voulez-vous faire des commentaires sur le fait que le dollar canadien risque de remonter à des sommets et peut-être même d'être surévalué à cause de l'augmentation des prix du pétrole sur les marchés mondiaux?

[Traduction]

**M. James Stanford:** Bien entendu, je pense qu'il s'agit désormais d'une préoccupation importante. La crainte, selon moi légitime, que la valeur du dollar remonte en flèche si jamais le prix du pétrole devait augmenter, limite en effet les répercussions positives de la faiblesse actuelle du dollar sur les décisions en matière d'investissement.

Cela dit, je suis en désaccord avec M. Mendes sur certains points.

Tout d'abord, je suis en désaccord avec lui en ce qui concerne le mécanisme de transmission des prix qui relie le prix du pétrole à la valeur du dollar canadien. Pourquoi ces deux variables vont-elles de pair? Ce n'est pas parce que les étrangers ont besoin d'acheter des dollars canadiens pour acheter notre pétrole.

Comme vous l'avez constaté, y compris en consultant les recherches menées par la Banque du Canada elle-même, la demande nette de produits fabriqués au Canada, que ce soit dans le secteur de l'énergie ou dans d'autres secteurs, a diminué pendant le boom pétrolier, et nous sommes passés d'un excédent commercial à un déficit courant considérable et chronique. Si on tient compte de tout ce que le Canada fabrique, les étrangers ont acheté moins de produits fabriqués ici, même lorsque le prix du pétrole était élevé. Cela veut donc dire que la demande relative à notre dollar, qui découle de l'achat de nos produits, n'est pas attribuable au prix du pétrole.

Je pense que le mécanisme de transmission des prix est plutôt lié aux actifs financiers et à la demande d'actifs canadiens liés au secteur de l'énergie de la part des investisseurs étrangers lorsque le prix du pétrole et d'autres produits est élevé. Grâce au mouvement des investissements de portefeuille et des investissements directs, ce mécanisme a fait augmenter la valeur du dollar, même si le rendement net de nos exportations s'est grandement détérioré.

À mon avis, la Banque du Canada et le gouvernement du Canada peuvent tous deux jouer un rôle et contribuer à rompre ce lien, car notre dollar est considéré comme une pétromonnaie, même si le Canada n'est pas, de façon générale, une pétroéconomie. Selon la façon dont on mesure le tout, l'extraction pétrolière ne représente peut-être que 5 % de notre PIB.

Je crois que la Banque du Canada, qui a décidé de ne pas intervenir sur le marché des changes, doit revoir sa position. D'autres banques centrales ailleurs dans le monde sont intervenues de façon plutôt efficace. De toute évidence, la Banque du Canada a la capacité d'intervenir lorsqu'il y a surévaluation. En fait, sa capacité d'intervention est illimitée; elle peut même intervenir indirectement, en publiant des énoncés de position. Je constate que le gouverneur Poloz et d'autres personnes ont indiqué qu'il n'est peut-être plus approprié de se chercher presque exclusivement à ramener l'inflation au taux cible. Nous avons appris à nos dépens que la Banque du Canada doit également surveiller de près d'autres aspects, y compris le dollar.

Le gouvernement fédéral pourrait également jouer un rôle en réglementant l'afflux de capitaux étrangers qui découle du prix très élevé du pétrole, plus particulièrement en mettant en place un mécanisme plus strict d'examen des investissements étrangers directs dans le secteur pétrolier lorsque le prix du pétrole augmente en flèche. Je pense qu'il s'agissait d'un aspect essentiel du mécanisme de transmission des prix menant à un cours élevé du dollar.

• (0955)

**Le président:** Merci.

[Français]

Merci, monsieur Côté.

[Traduction]

Monsieur Van Kesteren, vous avez la parole.

**M. Dave Van Kesteren (Chatham-Kent—Essex, PCC):** Je vous remercie tous d'être ici aujourd'hui. Je vais vous faire part de ma citation préférée d'Harry Truman à propos des économistes. Il avait demandé qu'on lui présente un économiste n'ayant qu'un seul bras, parce que son économiste n'arrêtait pas de dire: « Mr. President, on the one hand...and on the other hand... ». Autrement dit, il lui présentait toujours deux possibilités, mais il aurait aimé n'en avoir qu'une seule.

**Le président:** Je crois que vous citez les propos que j'ai tenus lors de la dernière séance.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Dave Van Kesteren:** Je ne crois pas.

Quoi qu'il en soit, c'est un plaisir de vous voir, monsieur Stanford. Nous avons entendu de nombreux témoignages, et je dois dire que je suis tout à fait d'accord avec votre excellente déclaration liminaire. Bien qu'il existe divers points de vue, je suis d'accord avec presque tout ce que vous avez dit. Cela m'apparaît encourageant, car il faut miser sur la coopération, comme le montrent plusieurs témoignages dont celui-ci, et comme le désirent le gouvernement et les gens de tous les côtés. Il est révolu le temps où l'on dressait les groupes les uns contre les autres.

L'un des témoins a mentionné — je crois que c'était vous, monsieur Myers — que les universités et les collègues doivent travailler de concert avec l'industrie. Peut-être suis-je trop optimiste, mais c'est ce qui se produira au Canada, selon moi. C'est ce que désirent un nombre croissant de gens. Je vous félicite pour votre témoignage.

J'aimerais lancer une petite pique, Jim, si vous me le permettez. À mon avis, l'une des principales erreurs que nous avons commises dans le secteur automobile dans les années 1980 et 1990 c'est que, pendant que le dollar était bas, nous avons fait pression sur les constructeurs automobiles et exigé des taux plus élevés. J'espère que le syndicat en est conscient. D'après votre témoignage, vous

reconnaissez le rôle important que joue la faiblesse du dollar et l'avantage dont nous bénéficions. J'espère que nous ne gaspillerons pas ces chances comme nous l'avons fait la dernière fois. Vos propos m'apparaissent encourageants.

J'aimerais aussi revenir, monsieur Walker, sur la possibilité de réexaminer le prix du pétrole, comme vous l'avez mentionné. Je dois dire que cela a déjà été fait à plusieurs reprises; j'aimerais aussi rappeler l'existence du Bureau de la concurrence. Quand ce sujet a été examiné en comité, tous les côtés étaient représentés. Je sais que, dans chaque cas, les membres des comités ont semblé satisfaits des explications.

Jayson, je suis aussi heureux que vous ayez souligné qu'ils utiliseraient cet argent pour faire des investissements. Il faut rappeler que cette décision relève des entreprises. Je doute que nous voulions en arriver à un point où les gouvernements dicteraient leur comportement aux entreprises. La coopération est essentielle.

Voilà pour mon petit discours. C'est tout ce que j'avais à dire. Je constate qu'il existe un certain consensus.

Jayson — et peut-être vous aussi, Mark — peut-être pourriez-vous nous parler de ce qui s'est produit dans le secteur automobile et des effets positifs que cela a eus sur... Je me souviens qu'en 2006, certains disaient qu'il fallait établir un pont, viser l'harmonisation, qu'on avait besoin de tout ce que vous mentionnez. Pourriez-vous nous dire comment tout cela a renforcé notre position dans le secteur automobile? Je vous laisse décider qui répondra en premier.

• (1000)

**M. Mark Nantais:** Je peux commencer, Jayson.

Si toutes ces choses ne s'étaient pas produites et n'avaient pas continué, je suis convaincu que les récents investissements n'auraient jamais eu lieu. C'est très clair.

J'ai déjà mentionné qu'il fallait améliorer notre performance. Il faut utiliser les moyens à notre disposition, certes, mais sans oublier que d'autres administrations offrent des mesures incitatives vraiment impressionnantes. Je ne pense pas que nous ayons les moyens d'investir des sommes comparables, mais nous devons être conscients de ce phénomène et nous efforcer de créer les meilleures mesures incitatives possible.

Les excellentes nouvelles que nous avons reçues au cours des trois derniers mois ne se reproduiront peut-être pas pendant les trois prochaines années, mais nous sommes maintenant dans un autre cycle d'investissement. La réglementation aura une incidence importante, qu'elle porte sur les gaz à effet de serre ou d'autres sujets. Le monde des véhicules à moteur connaîtra probablement les progrès technologiques les plus marqués de toute notre histoire. Comme Jay l'a mentionné, ces progrès ont une incidence sur notre capacité de produire ces véhicules et sur la technologie utilisée dans les usines. La production automobile sera profondément transformée.

Comme je l'ai déjà dit, il est absolument essentiel de pouvoir maintenir nos efforts tout en regardant, entre autres choses, si le fonds d'investissement pour le secteur automobile sera permanent, car nous avons besoin de certitude au chapitre des investissements à long terme. Il faut examiner le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental, voir comment tirer le meilleur parti possible des crédits non utilisés, et revoir les déductions pour amortissement accéléré. Tous ces éléments sont utiles et nécessaires non seulement à l'industrie automobile, mais à l'ensemble du secteur manufacturier.

Notre pouvoir de production a beaucoup augmenté depuis la fin de la récession. Nous fonctionnons actuellement à plein régime. Pour aller de l'avant, il faudra regarder tous ces autres éléments.

**M. Dave Van Kesteren:** Jay?

**Le président:** Vous disposez de 30 secondes, environ.

**M. Jayson Myers:** Je me concentrerai sur trois points importants.

Premièrement, il faut obtenir de nouveaux investissements destinés au montage, car c'est le fondement de la chaîne d'approvisionnement automobile. Comme une grande partie du montage a été transférée au Mexique et dans les États du Sud, le Canada a perdu de fortes possibilités de croissance. Un nouvel investissement est donc essentiel.

Deuxièmement, l'industrie automobile connaît des changements technologiques importants en raison des exigences réglementaires concernant les émissions de gaz à effet de serre, la conduite, l'allègement des véhicules, les véhicules intelligents et ainsi de suite. Il faut voir notamment à ce que l'industrie des pièces d'automobiles s'adapte à cette évolution technologique. Les investissements destinés à la recherche, au développement et aux nouvelles technologies sont donc d'une importance capitale.

Troisièmement, de toute évidence, l'industrie canadienne des pièces d'automobiles et du montage évolue dans un contexte international. Le commerce est extrêmement important, tout comme la coopération en matière de réglementation et les recours commerciaux permettant de faire respecter efficacement les règles et les ententes commerciales, sans oublier la nouvelle possibilité.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Van Kesteren.

Monsieur Adler, vous avez la parole.

**M. Mark Adler (York-Centre, PCC):** Je remercie tous les témoins qui sont avec nous aujourd'hui.

J'aimerais d'abord souligner que l'un des principaux défis de tout gouvernement, c'est de savoir réagir aux événements. La chute du prix du pétrole à l'échelle mondiale figure, bien entendu, parmi les événements imprévus.

Dans un premier temps, j'aimerais demander à M. Myers dans quelle mesure le bilan économique de notre gouvernement a tempéré les effets de la baisse imprévue du cours du pétrole. Rappelons qu'à notre arrivée au pouvoir, nous avons grandement réduit la dette du Canada et que le Canada sera le premier pays du G7 à équilibrer son budget. De plus, nous avons créé 1,2 million d'emplois depuis le creux de la récession, et notre ratio dette-PIB net est le plus bas du G7.

Quelle est l'importance de ces facteurs en regard de la situation actuelle? Ont-ils permis de limiter les répercussions négatives qu'auraient pu avoir les faibles prix du pétrole?

• (1005)

**M. Jayson Myers:** Selon moi, tous ces éléments ont grandement contribué à protéger l'économie canadienne contre la chute rapide des prix du pétrole, qu'on pense à la meilleure situation financière du pays, aux mesures encourageant les entreprises à investir dans des actifs productifs et à se montrer plus souples, et à la réponse de la Banque du Canada, autant de facteurs rendus possibles grâce à la meilleure situation financière du pays.

Comme je l'ai déjà dit, je ne crois pas qu'il s'agisse d'une crise pour l'économie canadienne. La situation financière mondiale pose des risques plus importants, selon moi. Le Canada se trouve en excellente posture du fait de sa situation financière et de sa dette.

**M. Mark Adler:** Merci.

J'aurais une question pour M. Nantais ou M. Myers. Vos membres produisent des biens et des services et il s'agit, de toute évidence, de... Beaucoup de gens sont obsédés par les prix, je crois. Pourquoi ne voit-on pas, dans le contexte de cette chute des prix du pétrole... Par le passé, des situations semblables ont entraîné beaucoup de mises à pied. Ce n'est toutefois pas le cas maintenant. Pourquoi, selon vous? Nous pourrions peut-être commencer par M. Nantais.

**M. Mark Nantais:** Je peux vous parler de l'industrie automobile. Tout d'abord, comme je l'ai déjà dit, les décisions sont prises dans une perspective à long terme. Par conséquent, un changement comme la fluctuation des cours du pétrole à court terme est d'une importance limitée. Ce serait différent si la tendance devait se maintenir à long terme. Quand nous élaborons de nouveaux véhicules, nous sommes guidés par la demande. Nous exportons 85 % de ces véhicules vers les États-Unis, un pays où — comme on l'a souvent répété ici — le revenu disponible demeure plus élevé qu'au Canada, ce revenu disponible servant, bien sûr, à acheter de nouveaux biens, parmi lesquels nos produits d'exportation.

Nous fonctionnons à plein régime. Tant et aussi longtemps que nous pourrions profiter du revenu disponible de ces clients et exporter les produits qu'ils désirent, nous serons en bonne posture. Les choses changeront peut-être à long terme. Nous avons tous des économistes qui examinent de près l'évolution des tendances. Pour le moment, nous répondons à la demande, et la demande est solide.

**M. Jayson Myers:** Pour reprendre ce que disait Jim, on voit que la chute des prix a des répercussions sur l'emploi et l'activité économique dans certains secteurs et certaines régions. C'est particulièrement le cas pour les fournisseurs qui oeuvrent dans le domaine des sables bitumineux, plus précisément de l'exploration pétrolière et du forage pétrolier. Cela touche une variété de gens partout au pays, mais particulièrement dans l'Ouest canadien. On constate aussi des répercussions sur les services et le commerce de détail, par exemple sur le marché immobilier, dans l'Ouest canadien.

La situation a un bon côté, dans une certaine mesure, puisqu'il est plus facile de trouver des travailleurs qualifiés, alors que leur rareté représente toujours le principal obstacle à la croissance manufacturière au pays. C'est donc une retombée positive. Je crois, comme Mark, qu'il s'agit de changements à long terme. Il faudra du temps pour s'y adapter, mais je ne prévois pas de baisse marquée de l'emploi, surtout pas parmi les ouvriers qualifiés. Bien qu'ils ne travaillent plus dans les chantiers de construction liés au pétrole, je crois qu'ils pourront facilement... Ces travailleurs sont très recherchés partout au pays.

**M. Mark Adler:** Y avait-il des entreprises, des transporteurs aériens...? Personne n'avait prévu cette baisse soudaine du prix du pétrole à l'échelle internationale. Quand le prix a commencé à chuter, est-ce que certaines entreprises ont opté pour des ventes à découvert pour se protéger d'une possible hausse — personne n'avait prévu que le prix chuterait autant — et ont acheté du pétrole à 100 \$ ou 110 \$, bloqué pour un an environ?

**Le président:** Je vous prie de fournir une réponse brève.

• (1010)

**M. Jayson Myers:** D'accord.



Oui, des entreprises l'ont fait. Cela crée un problème considérable à court terme, puisque de nombreuses entreprises ont acheté du pétrole ou d'autres denrées à un prix élevé, pendant que la valeur du dollar était plus élevée. Et maintenant, le dollar a chuté, et elles se retrouvent avec des matériaux et un inventaire qui leur coûtent relativement cher. Cette situation crée des problèmes à court terme; elle a une incidence sur les flux de trésorerie. C'est l'un des problèmes que nous constatons à l'heure actuelle.

**Le président:** Je vous remercie, monsieur Adler.

Chers collègues, j'aurais quelques questions, mais M. Brison a une demande spéciale. Il aurait aimé poser une question à M. Stanford, mais nous n'avions pas de vidéoconférence. Il demande le consentement du comité pour pouvoir poser une question de 30 secondes et recevoir une réponse d'environ une minute de la part de M. Stanford.

**M. Ron Cannan:** D'accord.

**Le président:** Je suis certain que votre question sera un modèle de gentillesse et de politesse, monsieur Brison.

**L'hon. Scott Brison:** Bien sûr. M. Stanford et moi nous connaissons depuis un certain temps. C'est toujours un plaisir d'entendre ses observations.

Monsieur Stanford, vous avez mentionné que le niveau actuel des prix du pétrole n'était pas anormal au regard de l'évolution historique du prix des denrées. Étant donné la volatilité du prix du pétrole et des denrées, croyez-vous que le gouvernement fédéral s'est trop concentré sur ce secteur au cours des dernières années et a mis tous ses oeufs dans le même panier? En termes de politique financière, est-il sain de fonder tout un plan financier sur l'idée que le pétrole WTI sera à 100 \$ le baril?

**Le président:** Monsieur Stanford, je vous demanderais de reprendre brièvement à la question.

**M. James Stanford:** Merci.

Dans la mesure où nos plans fiscaux et nos stratégies économiques étaient fondés sur l'hypothèse voulant que le prix du pétrole était élevé et continuait d'aller dans ce sens, que nous deviendrions une superpuissance énergétique et que ce secteur ferait progresser l'ensemble de notre économie, je crois qu'il s'agissait d'une erreur. Maintenant, en réalité, il y a bien sûr beaucoup d'autres choses qui ont été faites, donc, comme pays, nous n'avons jamais mis tous nos oeufs dans le même panier et misé uniquement sur le secteur pétrolier, et ce n'est pas non plus ce que nous aurions dû faire.

Je pense que dans nos propos, et même, dans une certaine mesure, dans notre politique, nous mettons beaucoup trop l'accent sur un secteur et nous sous-estimons l'importance de diversifier notre économie et d'optimiser les liens avec ce secteur des ressources naturelles, qui ont une valeur ajoutée. Nous avons gaspillé des occasions très importantes, car nous ne nous sommes pas servi de la croissance dans le secteur des ressources pour augmenter la demande en ce qui concerne les produits fabriqués au Canada, les services canadiens et d'autres intrants, de manière à obtenir de meilleurs résultats.

Un bon exemple est le traitement que nous avons réservé à l'industrie du raffinage du pétrole. Le graphique qui figure dans les documents que vous avez reçus indique que la véritable part du PIB attribuable au raffinage a diminué de plus de 10 % depuis 2002. En fait, nous devrions d'abord nous efforcer d'accroître la valeur ajoutée de notre ressource, au lieu de simplement croire qu'à elle seule, l'extraction sauvera la situation.

**Le président:** Merci, monsieur Stanford.

J'ai du temps pour une question et je veux ajouter un commentaire à ce que M. Myers a dit.

Tout d'abord, j'ai pensé que votre argument selon lequel une baisse du prix du pétrole se traduira par une très petite réduction des coûts énergétiques était fort intéressant et je voulais le souligner.

Ensuite, dans votre exposé, vous avez dit:

La dépréciation rapide du dollar canadien a entraîné une augmentation du coût du matériel, des pièces et de l'équipement importés pour les fabricants canadiens. [...] de nombreuses entreprises doivent assumer à court terme le coût plus élevé des intrants sans toutefois bénéficier de recettes compensatoires.

Je voulais que vous développiez cette idée et, peut-être, que vous nous disiez si les entreprises et le secteur manufacturier canadiens en ont profité, lorsque le dollar était presque à parité, pour moderniser leur équipement. Vous avez parlé d'investir dans le perfectionnement professionnel, l'équipement et de nouveaux produits. Les entreprises ont-elles investi dans du nouvel équipement? Vous pourriez peut-être ensuite enchaîner avec un problème plus général, dont nous entendons beaucoup parler, à savoir le fait que les entreprises sont assises sur un magot, pour utiliser une expression familière.

Pourriez-vous en parler?

**M. Jayson Myers:** Je pense que cela s'explique par les répercussions sur les liquidités. À l'heure actuelle, à court terme, les entreprises qui doivent assumer des coûts élevés pour les stocks et les matériaux et qui ne peuvent pas tirer profit de la baisse du dollar dans l'immédiat voient leurs liquidités et leur encaisse d'exploitation diminuer. À la longue, elles peuvent s'en tirer parce qu'en vendant leurs produits alors que le dollar est faible, elles engrangent plus de dollars canadiens. Il y a donc un effet compensatoire.

Il est très difficile pour n'importe quelle entreprise — et pour l'État — de faire des prévisions sur les prix ou les monnaies. C'est une profession lugubre. Je me rappelle, il y a quelques années, que certains économistes — je ne veux pas dire « certains d'entre nous » — avaient prédit que le prix du pétrole atteindrait 200 \$ le baril. C'est très difficile pour n'importe qui... surtout lorsque des contrats à long terme sont conclus. La volatilité des prix et des monnaies a une incidence réelle, habituellement négative, sur les liquidités, jusqu'à ce que des correctifs puissent être apportés.

En réponse à votre commentaire principal, nous entendons beaucoup parler d'entreprises qui sont assises sur un magot et, en fait, ces sommes figurent dans leurs bilans. C'est comme de dire que vous avez plus d'argent dans votre REER. Vous n'allez pas, ni ne devriez, nécessairement dépenser cet argent tout de suite.

Ce qui détermine les investissements, c'est l'encaisse liée à l'exploitation, qui correspond habituellement aux bénéfices après impôts plus amortissements. C'est la raison pour laquelle la déduction pour amortissement accéléré est si importante; elle détermine les liquidités qui déterminent les investissements. À l'heure actuelle, et, en réalité, depuis 2011, nous voyons les fabricants faire des investissements record dans la machinerie et l'équipement, habituellement dans de nouvelles technologies productives. Ces investissements résultent en grande partie de la disposition sur l'amortissement accéléré en vigueur depuis 2007.

L'encaisse d'exploitation détermine les investissements. Donc, toute variation des prix et de la valeur des monnaies contribue aussi à l'instabilité de ces liquidités. Je pense qu'il est très important de continuer à encourager l'utilisation productive et l'investissement productif de cet argent plutôt que la simple distribution des dividendes.

•(1015)

**Le président:** Je suis désolé, mais je dois vous interrompre. C'est un sujet très intéressant que j'aimerais poursuivre, mais, malheureusement nous arrivons au terme de notre premier volet.

J'aimerais simplement signaler que notre comité a recommandé la prolongation de la disposition sur la DAA, la déduction pour amortissement accéléré. Nos travaux de 2007 ont donné des résultats. Je ne sais pas quand la DAA temporaire de 2007 deviendra permanente, mais nous verrons.

Je vous remercie infiniment d'être venus. Merci, monsieur Stanford, de vous être joint à nous à Toronto et de votre patience lors des réglages pour la vidéoconférence. Nous apprécions tous vos commentaires et réponses. Si vous avez des observations à ajouter, n'hésitez pas à les soumettre et nous veillerons à ce que tous les membres du comité les reçoivent.

Chefs collègues, nous suspendons nos délibérations pour une ou deux minutes.

•(1015)

(Pause)

•(1020)

**Le président:** Je déclare la séance ouverte.

Nous poursuivons notre étude sur l'impact des bas prix du pétrole sur l'économie canadienne.

Chers collègues, je crois comprendre qu'il y aura un vote à la Chambre dans une heure. Je ne sais donc pas exactement comment nous allons procéder. Nous ferons tout ce que nous pourrions faire avant le vote et nous verrons après si nous pourrions revenir.

Tout d'abord, nous accueillons le président de l'Association des fabricants de pièces d'automobile, M. Flavio Volpe. Bienvenue.

Du Congrès du travail du Canada, nous accueillons l'économiste principale, Mme Angella MacEwen. Nous sommes heureux de vous revoir.

Nous accueillons la vice-présidente exécutive de l'Association des produits forestiers du Canada, Mme Catherine Cobden. Heureux de vous revoir au comité.

Nous accueillons le président de l'Association canadienne des producteurs d'acier, M. Ron Watkins. Bienvenue.

Nous accueillons, de Fort McMurray, la mairesse de la municipalité régionale de Wood Buffalo, Mme Melissa Blake.

Melissa, m'entendez-vous bien?

**Mme Melissa Blake (maïresse, Municipalité régionale de Wood Buffalo):** Oui, je vous entends. Merci.

**Le président:** Bienvenue et merci de vous joindre à nous de l'Alberta ce matin.

Vous aurez chacun cinq minutes pour faire une déclaration d'ouverture puis les membres du comité vous poseront des questions.

Nous entendrons d'abord M. Volpe.

**M. Flavio Volpe (président, Association des fabricants de pièces d'automobile):** Bonjour, monsieur le président et honorables membres du comité. Je suis heureux d'être des vôtres aujourd'hui. J'aimerais vous remercier de l'occasion que vous me donnez de vous faire part de notre point de vue sur l'effet de la fluctuation du prix du pétrole et des taux de change qui en découlent sur le secteur de la fabrication de pièces d'automobile.

Pour commencer, j'aimerais vous présenter l'Association des fabricants de pièces d'automobile. L'AFPA est l'association nationale du Canada qui représente les fabricants de pièces, d'équipement,

d'outils et de fournitures et les fournisseurs de services pour l'industrie automobile dans le monde. L'association a été fondée en 1952 et ses membres représentent 90 % de la production indépendante de pièces au Canada. En 2013, les expéditions de pièces d'automobile ont dépassé 25 milliards de dollars et cette industrie employait plus de 80 000 personnes.

On a fait grand cas du déclin appréciable de la valeur au comptant du pétrole ces derniers mois et de l'effet de ce déclin sur la valeur de la monnaie canadienne, surtout par comparaison au dollar américain. Même si cela désavantage ceux qui importent des produits finis américains, on s'entend généralement pour dire que les exportateurs canadiens sont avantagés à court terme. Le secteur de l'automobile est le plus gros exportateur du secteur manufacturier canadien et le sous-secteur de la fabrication de pièces d'automobile est celui qui crée le plus d'emplois et est le plus diversifié. Au Canada, quelque 500 entreprises indépendantes fabriquent des pièces pour des usines de montage d'équipementiers ici et à l'étranger.

Les fabricants de pièces doivent composer avec la gestion et la manipulation du risque de change et exportent, il va sans dire, des produits finis. Nous sommes ici aujourd'hui pour contribuer à l'analyse de votre comité parce que nous croyons que les avantages découlant du taux de change Canada-États-Unis actuel ne sont ni permanents ni structurels dans le secteur de la fabrication de pièces d'automobile. De plus, dans une optique de planification à long terme, plus les perspectives quant à la valeur de la monnaie demeureront longtemps pessimistes plus les modélisateurs prévisionnels des équipementiers risquent de planifier de manière à profiter de l'avantage qu'il y a à acheter au Canada sans tenir compte de la montée parallèle des coûts des intrants en dollars américains.

La plupart des fabricants de pièces ont des marges bénéficiaires avant intérêts, impôts et amortissements allant de 8 % à 12 % et des marges brutes de 15 % à 20 %. Les principaux intrants d'une usine nord-américaine typique de fabrication lourde ou d'un fournisseur de systèmes seraient des matériaux bruts comme l'acier ou la résine, les composants provenant de sous-traitants, la main-d'oeuvre directe et les frais généraux.

Bien que le pourcentage du coût des ventes que représentent les matériaux bruts et les sous-traitants puisse varier selon la nature du produit fabriqué, on peut dire en général qu'il est probablement de 50 %. Pour la plupart des fournisseurs, la monnaie sous-jacente aux coûts des principaux intrants est essentiellement le dollar américain. Si la chute du prix du pétrole réduit le coût de certaines résines non spécialisées sur le marché, le coût des résines complexes utilisées dans les applications à valeur ajoutée est relativement peu touché.

Pour un fournisseur canadien en activité au Canada, la main-d'oeuvre directe, bien entendu, est libellée en monnaie canadienne. Dans le secteur des pièces automobiles, cela représente environ 10 % du coût des ventes, ce qui est relativement peu par comparaison à ce qu'il en est pour les matériaux bruts et ce qui, je précise, représente un plus petit pourcentage des coûts que ce qu'il en est pour les monteurs d'ensemble.

Les frais généraux des usines sont en monnaie canadienne et en devises. Les coûts assumés en monnaie canadienne sont l'électricité, la main-d'oeuvre indirecte et les services locaux. Toutefois, le coût de presque toutes les machines lourdes et spécialisées et de l'équipement auxiliaire est fondé sur le dollar américain ou l'euro. Ces coûts représentent habituellement 15 % à 20 % du coût des ventes, dont environ la moitié est en monnaie canadienne.

Si nous considérons qu'il s'agit là de la ventilation typique des coûts pour un fournisseur de pièces d'automobile au volume, un fournisseur aurait un contenu en dollars américains représentant 50 % à 65 % du coût des ventes. En ce qui concerne les bénéficiaires, la monnaie de transaction diffère en général d'un équipementier à l'autre, mais, pour la plupart des fabricants, la majeure partie du pourcentage du chiffre d'affaires est en dollars américains. Toutefois, durant la période récente de surévaluation de la monnaie canadienne, soit les cinq à dix dernières années, on a vu un nombre croissant d'équipementiers commencer à fixer les prix directement en dollars canadiens au moment du sourçage. Ces usines ne bénéficient pas du tout de la dévaluation du dollar canadien.

Même si les programmes dont le prix est fixé en dollars américains sont avantagés à court et moyen terme, une partie des gains diminuerait au moment de la planification de gestion et de l'indexation des prix d'achat de leurs clients. Un grand nombre de fournisseurs qui ont plusieurs établissements et clients ont adopté des programmes de couverture pour réduire leurs risques, mais il est difficile de prévoir si ces mécanismes fonctionneront, car les flux de trésorerie générés par n'importe quel programme de produits sont basés sur des estimations de volumes futurs. L'expérience montre qu'ils fluctuent de façon appréciable.

Je vous épargne le reste sur le risque multijuridictionnel. Je dirai seulement qu'un grand nombre de compagnies canadiennes ont des usines aux États-Unis et exploitent des usines au Mexique.

• (1025)

Leurs usines canadiennes s'en tirent mieux que leurs usines américaines, mais, bien entendu, comme nous sommes en concurrence avec des usines mexicaines, je dois dire que le dollar canadien et le peso ont évolué au même rythme et il y a beaucoup d'autres dynamiques qui entrent en jeu. Le change n'en est pas un.

**Le président:** Merci pour cet exposé.

Nous allons maintenant entendre Mme MacEwen.

**Mme Angella MacEwen (économiste principale, Service des politiques économiques et sociales, Congrès du travail du Canada):** J'aimerais remercier le comité d'entreprendre cette étude. Nous pensons qu'elle est très importante. Merci d'avoir invité le Congrès du travail du Canada.

Je suis ici au nom des 3,3 millions de membres du Congrès du travail du Canada. Nous regroupons des travailleurs de presque tous les secteurs de l'économie canadienne, dans toutes les professions et toutes les régions du Canada. C'est de ce point de vue que je vais parler.

Le CTC estime depuis longtemps que le Canada dépend trop des exportations de ressources non transformées ou semi-transformées, ce qui a un effet négatif sur la productivité. Nous avons entendu Jim Stanford, plus tôt, parler de la nécessité de faire le lien entre ce que nous tirons du sol et ce que nous vendons.

Comme conséquence de la mondialisation et d'accords commerciaux défavorables, d'un dollar élevé et d'une récession dévastatrice, le secteur manufacturier en Ontario, plus particulièrement, a subi des pertes dévastatrices au cours de la dernière décennie.

Au sortir de la récession, les investissements des entreprises du secteur manufacturier et d'autres secteurs ont beaucoup tardé à rebondir. Le Rapport sur la politique monétaire d'octobre 2014 de la Banque du Canada laisse penser que ce retard est attribuable à une perte semi-permanente de capacité dans plusieurs secteurs exportateurs du secteur manufacturier et que nous ne devrions pas nous attendre à voir une amélioration des investissements et de l'embauche dans les entreprises avant qu'il soit clair que l'économie canadienne est plus solide.

C'était avant l'effondrement du prix du pétrole. Habituellement, dans le secteur manufacturier, lorsqu'il y a effondrement du prix du pétrole, le dollar baisse et c'est mieux pour les exportations, mais la situation actuelle indique que nous n'avons pas nécessairement la capacité de faire en sorte que les secteurs exportateurs et manufacturiers reprennent du poil de la bête et fassent progresser l'économie. Dans ce contexte, le Congrès du travail du Canada est d'avis que le faible prix du pétrole aura un impact négatif net sur l'économie canadienne puisque le dollar ne sera pas assez fort pour encourager les entreprises à faire de nouveaux investissements.

Nous avons aussi signalé plusieurs fois que les allègements fiscaux consentis aux entreprises n'ont pas encouragé les entreprises à faire de nouveaux investissements. Si nous regardons les données sur le PIB pour le quatrième trimestre de 2014, il est clair qu'il y avait des faiblesses dans l'économie, avant même que les répercussions du prix du pétrole se fassent pleinement sentir. Ces faiblesses comprennent la dépendance soutenue à l'égard des dépenses à la consommation pour stimuler la croissance économique. Durant ce trimestre, elles ont progressé de 2 % en pourcentage annualisé. Durant ce trimestre, nous avons vu une diminution des investissements dans la machinerie et l'équipement, une chute des exportations de produits à 0,5 % sur une base annualisée et une croissance tributaire d'une accumulation des stocks.

Une des répercussions de la chute du prix du pétrole à laquelle nous pouvions nous attendre est la réduction des investissements par les entreprises du secteur privé et les organismes du secteur public, comme la province de l'Alberta et d'autres provinces pétrolières durement touchées. Nous voyons une contraction de la production potentielle, qui mènera à une augmentation du chômage.

Pour compenser ce manque d'investissements dans l'économie canadienne et pour réagir aux autres répercussions négatives qu'aura la chute du prix du pétrole sur l'économie canadienne, le Congrès du travail du Canada réclame un grand programme d'investissements publics pour créer de bons emplois, pour promouvoir nos objectifs environnementaux, pour encourager de nouveaux investissements du secteur privé et pour augmenter la productivité globale.

En octobre 2014, le Fonds monétaire international a laissé entendre que le moment était propice, pour le Canada, pour faire des investissements dont il a grand besoin dans les infrastructures. J'ai déjà parlé de ces investissements lors d'un témoignage au comité. Les besoins en infrastructure clairement définis pourraient être financés par emprunt sans augmenter nos ratios de la dette au PIB puisque les types d'investissements publics dans les infrastructures que nous demandons augmenteront la croissance à court et à long terme.

En encourageant l'investissement dans la production à valeur ajoutée dans des secteurs clés et en misant sur des initiatives de compétences et d'emplois verts, nous rehausserons l'innovation et la productivité de la main-d'oeuvre. Ces initiatives nécessiteront aussi des stratégies dynamiques de la part du gouvernement dans les domaines du commerce, du développement sectoriel et des approvisionnements au Canada. La solution pour arriver à une composition sectorielle plus souhaitable et à une augmentation de la production et de l'emploi réside dans une politique de développement sectoriel visant à promouvoir l'investissement, la production, l'emploi et les exportations dans divers secteurs économiques.

Merci.

•(1030)

**Le président:** Merci beaucoup de votre présentation.

Passons maintenant à l'Association des produits forestiers du Canada.

**Mme Catherine Cobden (vice-présidente exécutive, Association des produits forestiers du Canada):** Merci beaucoup. Je suis heureuse d'être ici.

Je me nomme Catherine Cobden. Je suis vice-présidente exécutive de l'Association des produits forestiers du Canada.

D'entrée de jeu, j'aimerais vous rappeler que les ressources forestières du Canada comptent parmi les plus importantes et les mieux gérées au monde. Notre présence considérable dans le secteur manufacturier se traduit en 235 000 excellents emplois qui stimulent l'économie rurale.

La récente baisse du prix du pétrole a été bénéfique pour notre industrie. Les coûts de fabrication ont diminué et le taux de change a favorisé nos échanges avec les États-Unis, notre principal marché.

Nos perspectives se sont améliorées comparativement à l'an dernier. La reprise économique fait son chemin aux États-Unis. Par exemple, le marché américain de l'habitation a franchi la barre du million, un seuil important. La relance économique est toutefois plus lente qu'on l'avait anticipé et espéré.

Nos exportations ont connu une hausse d'environ 10 % au cours de la dernière année. Nous entrevoyons également un important potentiel de croissance à long terme pour la plupart de nos produits forestiers, tels que la pâte, le bois, le papier hygiénique, les bioproduits, etc.

Je dois souligner combien la dernière décennie a été difficile. Nous avons perdu la moitié de notre marché mondial. Nul besoin de vous rappeler ce qui s'est passé. Vous connaissez tous l'histoire. Nous l'avons racontée à maintes reprises au présent comité.

Bien que les exportations augmentent graduellement — chose dont nous nous réjouissons —, il nous faut quand même regagner le terrain perdu pour occuper notre juste place à titre de fournisseur mondial et répondre à la demande croissante dans le monde. J'espère que ce sera le Canada qui satisfera à celle-ci, et non le Brésil, par exemple.

Le secteur ne cesse de se transformer et d'innover, et ce, en grande partie grâce à ses partenariats avec les gouvernements. Nous avons réorganisé nos processus et affichons maintenant les meilleurs niveaux de productivité au pays. Nous avons étendu nos marchés. Nous sommes fiers d'être les plus importants exportateurs canadiens vers la Chine. Nous avons raffermi notre position de leader en matière de rendement environnemental. D'après un sondage global récemment mené auprès de nos clients, les pratiques forestières canadiennes sont perçues comme les meilleures au monde. Le

comité sait sans doute que nous avons investi dans de nouveaux produits et technologies afin de bonifier la valeur des produits forestiers offerts par le Canada.

À l'avenir, nous devons toutefois éviter de tenir quoi que ce soit pour acquis. N'oublions pas que les avantages présentés par la faiblesse des prix du pétrole ne dureront pas. Il est important de reconnaître que toutes les monnaies du globe sont en baisse par rapport au dollar américain et que certains de nos plus importants concurrents jouissent d'un taux de change beaucoup plus favorable que le nôtre. J'ai apporté un objet — que je laisserai au comité —, qui indique comment se compare au dollar canadien la monnaie de pays concurrents.

Comme il est question de croissance à l'échelle mondiale, il faut bien sûr souligner les investissements majeurs que font nos concurrents, comme le Brésil, la Finlande et la Suède. Ils se préparent à profiter de cette croissance et nous devons réagir.

Comment? Eh bien, je propose de redoubler d'efforts et de poursuivre sur notre lancée. Nous nous sommes concentrés sur la transformation et l'innovation, et avons construit un solide partenariat. Nos forces sont considérables: une bonne réputation mondiale en matière d'environnement, une qualité de fibre de premier ordre, des accords commerciaux et une expertise en innovation. Notre industrie forestière est dotée d'un système d'innovation sans pareil. Il faut miser sur ces avantages et reconnaître que nos adversaires sur la scène mondiale sont non seulement des industries, mais aussi des nations.

La baisse du dollar et du prix du pétrole ne doit pas nous rendre complaisants. Je rappelle au comité nos discussions concernant la nécessité de maintenir nos partenariats en matière d'innovation, de marchés, d'accords commerciaux et de soutien à la transformation, qui stimuleront les progrès du secteur. Nous pouvons relever les défis ensemble, afin d'exploiter notre potentiel, créer de bons emplois et prospérer.

Merci.

•(1035)

**Le président:** Je vous remercie de cette présentation.

Monsieur Watkins, je vous en prie.

**M. Ron Watkins (président, Association canadienne des producteurs d'acier):** Merci, monsieur le président.

Bonjour à tous. Je suis heureux d'avoir l'occasion de comparaître aujourd'hui.

Mon nom est Ron Watkins. Je suis le président de l'Association canadienne des producteurs d'acier, un groupe dont les expéditions annuelles varient entre 12 et 14 milliards de dollars et qui emploie quelque 18 000 personnes au Canada. Nous exploitons des aciéries depuis l'Alberta jusqu'au Québec. Avec les autres joueurs de l'industrie de l'acier, nous formons une véritable force économique au pays.

La séance d'aujourd'hui porte sur l'impact de la chute des prix du pétrole sur le secteur manufacturier. De multiples perspectives vous ont été présentées par de nombreux spécialistes, y compris les témoins de ce matin. Je vais vous donner celle de l'industrie canadienne de l'acier.

Premièrement, pour ce qui est de l'impact potentiel sur nos coûts de production, nous entrevoyons, tout au plus, de modestes avantages nets. Nos méthodes de production reposent essentiellement sur le gaz naturel et l'électricité. Le coût de cette dernière demeure relativement élevé au Canada. Une baisse des prix du pétrole pourrait entraîner une réduction des coûts de transport, quoiqu'il faille tenir compte des frais répercutés par les expéditeurs. Cela reste à voir.

Point essentiel à retenir: sur le plan énergétique, la situation du Canada n'est pas unique. Les pays concurrents vivent eux aussi une baisse des coûts de l'énergie. Les écarts relatifs des coûts énergétiques n'ont donc pas bougé autant que les coûts absolus. Je crois que nous avons entendu des observations semblables au sujet des variations des taux de change dans le monde, et notamment en Amérique du Nord.

Deuxièmement, en ce qui a trait aux répercussions potentielles de la baisse du prix du pétrole sur nos clients, et en particulier nos clients du secteur manufacturier, une myriade de facteurs entrent en jeu dans différents secteurs, comme l'ont déjà souligné plusieurs témoins aujourd'hui. Les répercussions connexes sur les taux de change favorisent certainement les exportations, mais elles peuvent aussi faire augmenter le coût des intrants. Structurellement, l'assise manufacturière canadienne — principale cliente de notre industrie — vit depuis quelques années une érosion que ne pourront pas renverser aisément ou rapidement des variations à court terme du coût des intrants. Les usines qui ont fermé leurs portes ne seront pas rouvertes ni remplacées.

Des conditions économiques favorables à moyen terme et des politiques publiques avantageuses sont nécessaires aux investissements dans le secteur manufacturier. Voilà pourquoi nous militons depuis toujours pour des politiques profabrication dans toute une gamme de domaines de politiques. Cela inclut la prolongation à long terme de la déduction pour amortissement accéléré — nous remercions le comité de son appui à cet égard — et des taux d'imposition concurrentiels. C'est aussi pourquoi nous insistons pour de solides lois en matière de recours commerciaux, qui permettront d'assurer une concurrence loyale au sein de notre marché et de contrer les dommages causés par les importations sous-évaluées ou subventionnées, comme l'a démontré le Tribunal canadien du commerce extérieur dans de récents règlements.

Troisièmement, ce qui est très important pour nous, une baisse des dépenses en capital dans le secteur des ressources aura un impact négatif direct sur la demande de produits de l'acier. Pour nous, l'énergie représente beaucoup plus qu'un facteur de coût. En effet, le secteur de l'énergie est un important consommateur d'une grande variété de produits de l'acier, comme les matériaux de construction, les structures préfabriquées, l'équipement de forage, les usines de transformation, les installations d'entreposage et, bien entendu, les pipelines et les wagons qui servent à transporter les produits pétroliers et gaziers canadiens vers les marchés intérieurs et étrangers.

La mairesse Blake est en meilleure position que moi pour témoigner de la quantité d'acier qui transite à travers sa localité. J'ai hâte d'entendre son témoignage.

La relation entre les secteurs de l'acier et de l'énergie s'incarne dans les chaînes d'approvisionnement qui s'étendent d'un bout à l'autre du pays et qui prennent leur source dans l'extraction du minerai de fer au Québec ou dans le recyclage de l'acier provenant de sources diverses. Ces matières sont transformées en acier dans différentes provinces, pour ensuite servir à la fabrication de tuyaux,

de tubes ou d'autres produits d'acier servant à l'exploration, au développement, à la transformation et au transport des ressources pétrolières et gazières.

Ce faisant, nous fournissons directement et indirectement des emplois industriels bien rémunérés à des milliers de gens. Quand le secteur de l'énergie prospère, les possibilités d'emploi abondent. L'inverse peut aussi se produire, comme nous l'avons vu récemment avec les centaines de mises à pied dans notre secteur. À cet égard, la baisse du prix du pétrole nuit directement au secteur manufacturier canadien et, partant, à ses fournisseurs.

En résumé, la baisse du prix du pétrole n'est nullement une panacée pour l'expansion du secteur manufacturier canadien. Ce n'est certainement pas le cas pour notre industrie, en raison notamment de l'impact sur la demande en provenance du secteur énergétique. Il faut tenir compte des perspectives à moyen terme relatives aux coûts énergétiques et à d'autres facteurs structurels qui orientent ultimement les décisions en matière d'investissements.

Enfin, il demeure important que des politiques gouvernementales touchant toute une gamme de facteurs contribuent à créer des conditions d'investissements qui renforceront les principales chaînes d'approvisionnement que nous servons, y compris le secteur énergétique.

En conclusion, monsieur le président, notre industrie estime qu'il faut cesser de présenter aux Canadiens cette fausse dichotomie qui oppose les secteurs énergétique et manufacturier et — pire encore — l'Ouest et l'Est du pays. Les deux secteurs s'intègrent l'un à l'autre par des chaînes d'approvisionnement qui s'étendent d'un bout à l'autre du Canada. De façon plus générale, nous continuons d'encourager le comité à se concentrer sur les politiques structurelles favorables aux investissements et à la production dans chacune des chaînes d'approvisionnement que nous servons.

• (1040)

Merci beaucoup, monsieur le président.

**Le président:** Je vous remercie de cette présentation.

Passons maintenant à la mairesse de Fort McMurray, Mme Melissa Blake.

**Mme Melissa Blake:** Bonjour et merci au président et aux membres du comité de cette invitation à présenter notre point de vue sur ce problème mondial. Mon témoignage sera sans doute bien différent de ceux entendus jusqu'à présent.

La municipalité régionale de Wood Buffalo regroupe 10 communautés réparties sur 66 000 kilomètres carrés dans le Nord-Est albertain. Nous comptons cinq Premières Nations, plusieurs résidents métis et des gens de nombreuses nationalités. Il se parle plus de 156 langues dans les foyers de notre population scolaire.

Le recensement de 2012 a dénombré une population de 77 000 personnes à laquelle s'ajoutent 39 000 travailleurs invités qui habitent sur le site de leurs projets. Originaires de toutes les régions du Canada, ils viennent travailler dans les sables bitumineux et ramènent chez eux leur chèque de paie; ils portent notre population à environ 116 000 personnes. Nous sommes scolarisés et le revenu moyen des ménages est de 190 000 \$ par année. Le taux de chômage est de 3,8 % et on constate pourtant un écart salarial appréciable. L'âge moyen est de 32 ans et un peu plus de la moitié de nos citoyens ont moins de 35 ans. Au cours des cinq dernières années, notre hôpital local a vu naître de 1 100 à 1 400 bébés chaque année.

Mesdames et messieurs du comité, quand je dis que nous sommes déjà passés par là, je veux dire que nous avons déjà vu ce scénario sous diverses formes. Lorsque notre région subit un ralentissement, nous trouvons le moyen d'en profiter.

Au milieu de 2008, nous avons marqué la première pause depuis la ruée vers de nouveaux projets de développement des sables bitumineux, une dizaine d'années auparavant. Nous avons eu l'occasion de reprendre notre souffle, d'ébaucher des plans, de nous préparer pour la suite — et la suite, ce fut une reprise en accéléré.

Encore aujourd'hui, des projets d'exploitation de sables bitumineux évalués à 21 milliards de dollars sont déjà approuvés, dont 4 milliards sont engagés dans la réalisation de diverses constructions, et les projets qui font l'objet d'une demande d'exploitation représentent un autre montant de 26,5 milliards de dollars. Or, ces dépenses en capital sont faibles comparativement aux montants que les compagnies affecteront aux coûts de fonctionnement pendant la durée de vie de chacun des projets. Chaque année, cette valeur combinée augmente par rapport aux 5,3 milliards de dollars qu'elle représentait en 2012.

Et, pourtant, les gens travaillent et mènent une vie normale, vont chez le médecin, accompagnent leurs enfants à des activités sportives et culturelles, entre autres. Les gens font toujours leur marché, ils vont au restaurant et voyagent, mais ils sont peut-être plus prudents avec les gros achats, comme les voitures, camions et véhicules récréatifs.

Les affaires fluctuent et les entreprises qui dépendent de l'industrie subissent des contraintes accrues. Elles doivent faire plus avec moins. Nous avons vu quelques mises à pied, mais les entreprises continuent d'embaucher.

Le secteur sans but lucratif doit depuis longtemps faire plus avec moins, mais il subit des pressions encore plus fortes. Le recours à notre banque d'alimentation a augmenté de 75 % en janvier par rapport à janvier 2014, et les chiffres enregistrés en février sont pires. Heureusement, notre collectivité sait faire preuve de compassion et nous pourrions relever les défis.

Mon conseil a approuvé le budget de 2015 en sachant que nous n'aurions pas besoin d'augmenter les taxes. Pour assurer une gestion prudente des finances, ce qui est nécessaire en des temps d'instabilité économique, nous réexaminerons dans quatre mois nos projets d'immobilisations et nos dépenses discrétionnaires. Notre économie locale et les entrepreneurs qui y oeuvrent ont besoin de projets publics qui font l'objet d'appels d'offres. Dans des périodes comme celles-là, c'est ainsi que nous protégeons les emplois des gens. Les investissements du Canada dans l'infrastructure nous aident à poursuivre nos projets et à maintenir les emplois dans nos collectivités.

En fait, notre collectivité est encore en train de se remettre de l'augmentation de sa population, qui a plus que doublé depuis l'an 2000. Il nous reste encore du travail à accomplir à ce chapitre, tout comme il faut contenir l'inflation, remanier les attentes et améliorer l'efficacité de l'industrie. Selon mon expérience, il est très difficile de prédire le prix du pétrole, que ce soit à la hausse ou à la baisse. Sur le plan du développement communautaire, les remontées rapides peuvent se révéler encore plus difficiles à gérer que ce que nous vivons en ce moment.

Bien que nous traversions une période difficile, notre communauté demeure très confiante. Nous optons pour une vision à long terme et sommes optimistes quant à une reprise éventuelle qui viendra à nouveau modifier nos perspectives et activités économiques.

En guise de conclusion, je crois que les besoins en énergie seront toujours présents. J'estime que les sables bitumineux contribueront de façon importante à satisfaire la demande mondiale. Je sais que l'humanité doit s'adapter et innover dans un monde sans cesse en évolution et que nous devons nous serrer les coudes pour que notre chez-nous, notre collectivité, notre peuple survive, s'épanouisse et prospère — pour notre bien et celui du pays.

Nous avons vécu par le passé des périodes économiques éprouvantes et nous en sommes sortis plus forts qu'avant. Je suis convaincue que nous serons encore plus forts cette fois-ci. Croyez-moi, vous devez le voir de vos propres yeux pour le croire.

• (1045)

Je vous remercie de cette invitation. J'ai hâte de répondre à vos questions.

**Le président:** Je vous remercie de votre présentation, madame la mairesse.

Chers collègues, passons maintenant aux questions des députés.

Encore une fois, les députés disposent de six minutes. Commençons avec M. Cullen.

**M. Nathan Cullen:** Monsieur le président, j'aimerais des précisions concernant la procédure.

**Le président:** Bien sûr.

Chers collègues, hier, quelques députés sont restés pour le vote; ils se sont entendus pour un pairage, en quelque sorte. Nous pourrions procéder ainsi...

**M. Nathan Cullen:** Quand le vote aura-t-il lieu?

**Le président:** Le vote est prévu pour 11 h 20 environ.

Il y a un seul vote, d'après ce que je comprends. Nous pourrions donc y aller puis revenir après le vote.

**M. Nathan Cullen:** Je m'excuse auprès des témoins. Nous tenons à entendre vos témoignages et à vous poser des questions, mais nous sommes constamment interrompus par les affaires de la Chambre et certains votes.

**Le président:** Puis-je savoir ce qu'en pensent les députés? Est-ce que certains d'entre eux veulent procéder à un pairage et rester, ou est-ce que tous les membres veulent aller voter?

**M. Nathan Cullen:** Sur quoi le vote porte-t-il? Ce serait important de le savoir.

**Une voix:** L'attribution de temps.

**M. Nathan Cullen:** Le vote porte sur une attribution de temps?

Je suis prêt à rester.

**Mme Joyce Bateman:** Il s'agit d'un vote sur le projet de loi S-7.

**M. Nathan Cullen:** Le vote porte sur une attribution de temps concernant le projet de loi? D'accord.

Pardon, monsieur le président. Je voulais simplement vérifier.

**Le président:** Allez-y, monsieur Cullen.

**M. Nathan Cullen:** Encore une fois, merci.

Madame la mairesse, je vous remercie et je vais commencer par vous. J'ai visité votre belle localité il y a quelques années. Nous avons alors discuté, vous et moi, du rythme et de l'ampleur du développement que vous connaissiez alors. Je crois qu'une maison unifamiliale de deux chambres à coucher coûtait un peu plus de 800 000 \$ à l'époque. J'imagine que les prix des maisons sont redevenus un peu plus normaux.

Je suis curieux de savoir si les gens vous disent qu'ils constatent une baisse du nombre de travailleurs étrangers temporaires à Fort McMurray? Est-ce quelque chose dont vous parleraient les employeurs de l'industrie?

**Mme Melissa Blake:** Je n'entends que des anecdotes ici et là. Le fait demeure que le Programme des travailleurs étrangers temporaires a été extrêmement utile à notre secteur de l'hôtellerie et à nos secteurs de la vente au détail et des services dans ma collectivité. Nous ne pouvions simplement pas trouver assez de Canadiens pour combler les postes vacants.

J'ai mentionné les écarts salariaux. C'est une des grandes différences que nous constatons ici. Plusieurs facteurs jouent, dont le coût des habitations et le coût de la vie, qui est un peu plus élevé. Même s'il y a des emplois disponibles dans la collectivité, il est difficile d'arriver à convaincre les gens de s'installer ici et de les accepter.

**M. Nathan Cullen:** Nous croyons aussi en un programme d'immigration solide de sorte que, si nous avons besoin de travailleurs au Canada, il y ait une façon d'accéder à la citoyenneté. C'est une chose dont vous et moi avons discuté. Je pense que vous êtes en faveur d'un tel programme.

Vers la fin de votre présentation, vous avez dit que le conseil avait réexaminé le budget. Sans entrer dans les détails des affaires de la municipalité, avez-vous dressé un budget au moment où le prix du pétrole chutait ou...? À quel moment, dans votre cycle, le conseil dresse-t-il son budget?

• (1050)

**Mme Melissa Blake:** Oui, nous l'avons réexaminé et, le 2 décembre, nous avons approuvé notre budget pour 2015. Même si nous le savions et en étions conscients à ce moment-là — et nous avons fait un examen rigoureux des projets — le fait est qu'en ce moment, on se demande beaucoup, dans la collectivité, comment réduire les dépenses ou si nous pourrions, peut-être, retarder des projets et veiller à ce que tous nos projets conviennent à la population actuelle plutôt qu'à ceux qui n'en font pas encore partie. L'avenir est en quelque sorte plus nébuleux en ce qui nous concerne et c'est la raison.

**M. Nathan Cullen:** Je ne veux pas vous faire dire des choses, mais est-ce que le conseil passe en revue puis reconsidère les engagements qu'il prend ou qu'il a pris durant le cycle budgétaire, compte tenu du contexte actuel où le pétrole est à 50 \$ le baril?

**Mme Melissa Blake:** En effet, et je ne suis pas très certaine de savoir si des changements seront apportés ou surviendront au cours des prochaines semaines. Il s'agit simplement de nous assurer que nous voulons encore tout ce que nous avons prévu.

**M. Nathan Cullen:** Excellent. Merci.

Je passe maintenant à Mme MacEwen pour un instant. Entre autres choses, ce que nous entendons ce n'est pas tant que le pétrole à 50 \$ et le dollar à 80 ¢, environ, sont la nouvelle norme, mais que ces valeurs marquent beaucoup plus un retour à la normale étant donné que la moyenne sur 40 ans pour le pétrole tourne autour de ce prix et que le huard est peut-être plus proche de sa vraie valeur sur le marché mondial. Il a pris de la valeur par rapport à d'autres monnaies et non seulement le dollar américain.

Une chose qui me préoccupe et qui a motivé en partie cette étude c'est que, par le passé, lors des chutes précédentes du prix du pétrole, le dollar a aussi chuté et le secteur manufacturier a pris du mieux, de sorte que l'impact net dans toute l'économie canadienne a peut-être été défavorable dans certaines collectivités, comme celle de

Mme Blake qui a pris la parole avant. Pourtant, d'autres s'en sont mieux portées. Mais, nous entendons de certains intervenants du secteur manufacturier que ce n'est peut-être pas le cas, qu'il y a peut-être une dimension structurelle là où les emplois manufacturiers ne reviennent pas en dépit de la vigueur de l'économie américaine et de la baisse du dollar canadien. Est-ce une chose à laquelle votre syndicat a réfléchi?

Premièrement, est-ce que j'interprète bien la situation? Deuxièmement, y a-t-il un facteur structurel dans le secteur manufacturier, dans lequel nous ne voyons pas le retour des emplois à valeur ajoutée et y a-t-il quelque chose que nous pourrions faire?

**Mme Angella MacEwen:** Prenez le gouverneur de la Banque du Canada, Stephen Poloz, et ce que la banque a déclaré très sérieusement, disant qu'il y a eu une perte de capacité dans le secteur manufacturier en Ontario. Comme nous sortons d'une récession, pendant laquelle il n'y a pas eu d'accroissement de la machinerie et de l'équipement en raison de compressions, il y a eu une perte complète de capacité et des usines ont fermé.

Compte tenu de la faiblesse du dollar, le moment est mal choisi pour importer de la machinerie et moderniser. Comme les entreprises se modernisaient déjà au moment où elles fonctionnaient à plein régime, nous ne verrons pas beaucoup de modernisation et cela ne leur semble peut-être pas souhaitable à moins d'être certaines que le dollar restera longtemps au niveau actuel. Un grand nombre de manufacturiers ont été échaudés lorsque le dollar a grimpé. Ils ne veulent peut-être pas fonder leur plan d'affaires à long terme sur un dollar à 80 ¢.

Oui, c'est une chose qui nous préoccupe. Nous discutons de choses comme le traitement fiscal des investissements dans de l'équipement, l'appréciation et la dépréciation et la transition des infrastructures du secteur public vers l'économie verte dont on parle, car on ne peut pas compter sur le retour de l'ancienne économie. Nous devons passer vers une nouvelle économie verte. Nous devons songer au genre d'avenir que nous allons construire.

**M. Nathan Cullen:** Donc, comme on m'a déjà dit, il ne faut jamais laisser passer les occasions que recèle une bonne crise.

**Mme Angella MacEwen:** Exactement.

**M. Nathan Cullen:** Si un changement semble s'opérer, si quelque chose d'important est en train de changer peut-être, comment l'économie canadienne peut-elle en tirer parti?

Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci, monsieur Cullen.

Nous passons à Mme Bateman.

**Mme Joyce Bateman:** Je remercie tous les témoins. Je trouve notre discussion de ce matin très intéressante.

Elle est très intéressante parce qu'un des témoins, Mme MacEwen, a mentionné deux fois dans son témoignage la récession dévastatrice que nous avons traversée. Le gouvernement est très fier d'avoir mieux réussi que tout autre pays du G7 après la récession dévastatrice — pour reprendre ses paroles — et d'avoir créé, net, 1,2 million de nouveaux emplois. Je ne m'étais pas rendu compte que nos grands esprits se rencontraient, jusqu'à aujourd'hui.

Je veux parler des problèmes de productivité que certains des témoins ont soulevés. Par exemple, madame Cobden, 235 000 personnes mettent du pain sur la table grâce à votre industrie. C'est formidable. Vous avez bien parlé de la productivité. Pourriez-vous prendre quelques minutes pour nous en dire plus à ce sujet? C'est très intéressant.

• (1055)

**Mme Catherine Cobden:** Je pense que l'une de nos réactions tout au long de la décennie, qui a été très difficile, a été de nous concentrer sur le réoutillage de nos usines pour que notre productivité soit supérieure à celle de tous nos concurrents étrangers. Nous avons un rapport complet à ce sujet que je me ferais un plaisir de remettre à votre greffière. Je ne veux pas vous bombarder de chiffres, mais l'industrie fait de grands efforts depuis un certain temps.

**Mme Joyce Bateman:** Bombardez-nous, je vous en prie.

**Mme Catherine Cobden:** Dans le secteur de l'aciérie, par exemple, nous avons une avance considérable sur nos homologues américains. Dans l'ensemble des secteurs canadiens, à l'exception peut-être de l'agriculture, nous sommes en tête. Ma collègue ici m'accompagne.

Nous avons vraiment dû doubler la mise, faire des changements importants et persévérer sur la voie de la productivité. Nous avons adopté une foule d'innovations. Je pourrais en dire plus à ce sujet, mais, essentiellement, l'innovation issue du système d'innovation dont je parlais nous a aidés à améliorer notre productivité. Ce que j'aime, c'est que nous adoptons l'innovation dans laquelle nous investissons ensemble.

**Mme Joyce Bateman:** Merveilleux.

L'Association des produits forestiers du Canada n'est pas seule à avoir vu la productivité de son secteur s'améliorer. Nous avons récemment vu des données indiquant — et je cite un document que nous avons ici — que les niveaux de productivité du Canada dépassent ceux des États-Unis.

J'aimerais demander à Mme MacEwen si c'est un fait et si les niveaux de productivité canadiens sont supérieurs aux niveaux américains. Pourquoi qualifiez-vous la situation actuelle de crise alors que l'économie canadienne est diversifiée — je pense que le pétrole et le gaz représentent environ 7,8 % de l'économie — et qu'un grand nombre d'économistes, et certainement un grand nombre de spécialistes de l'énergie et bien des personnes qui sont venues témoigner au cours des derniers jours, disent que l'heure n'est pas à la panique ou aux réactions excessives?

**Mme Angella MacEwen:** Je ne pense pas avoir dit quoi que ce soit qui laisse penser que l'heure est à la panique ou aux réactions excessives.

**Mme Joyce Bateman:** Bien.

**Mme Angella MacEwen:** Je pense qu'il y a des choses que nous savions et que nous devons faire en octobre et qu'il serait encore sensé de faire et qui aideraient à atténuer les effets de ce qui pourrait arriver.

Je pense que, s'il y a une crise, ce sera parce que les gouvernements réagiront de manière excessive et réduiront les dépenses.

**Mme Joyce Bateman:** Vous recommandez qu'on ne réagisse pas de manière excessive.

**Mme Angella MacEwen:** C'est cela. Je pense que le conseil que j'ai donné avant que le prix du pétrole... tient toujours.

**Mme Joyce Bateman:** D'accord, merci.

Cela concorde très bien avec ce que notre ministre des Finances fait. Il ne veut pas réagir excessivement...

**Mme Angella MacEwen:** J'ai déjà été en désaccord avec lui, cependant.

**Mme Joyce Bateman:** Mais, cela concorde parce qu'il prend le temps... Tout comme la formidable mairesse de Wood Buffalo l'a dit, la prudence dans la gestion des finances dont ils font preuve consiste à prendre leur temps pour s'assurer de bien évaluer la situation et c'est en fait ce que nous faisons avec notre budget fédéral.

J'aimerais maintenant m'adresser à M. Watkins.

Monsieur, pourriez-vous parler des problèmes de productivité dans votre industrie? Vous avez parlé des prix élevés de l'énergie. En fière manitobaine, je vous suggère fortement de déménager au Manitoba parce que nos tarifs d'électricité sont très abordables.

**M. Ron Watkins:** À vrai dire, nous avons un membre de là-bas.

C'est une très bonne question et je vais juste ajouter quelques points à ce que, je pense, toutes les industries ont fait. Elle ont dû accroître la productivité et l'efficacité de leurs activités. Cela a certainement été difficile pour nous. Notre secteur est très exposé au commerce international. Nous sommes en concurrence non seulement avec les États-Unis, mais aussi avec des pays d'Asie et d'Europe, sans compter la concurrence sur notre propre marché. Nous n'avons donc d'autre choix que d'améliorer notre productivité et d'être concurrentiels.

Un des changements intéressants qui s'est opéré dans notre industrie au fil du temps — je travaille pour l'association depuis huit ou neuf ans — c'est que nos niveaux d'emploi ont baissé, mais pas nos niveaux de production. Il y a donc eu accroissement de la productivité. Une des choses qui a été instructives pour nous vient de la nature transnationale de nos entreprises, dans un certain sens. Les entreprises s'adaptent aux meilleures pratiques de leurs organisations mondiales. Je peux vous dire que certaines de nos pratiques sont adoptées par des filiales d'autres pays.

Nous y travaillons beaucoup. Nous avons réalisé une grande amélioration. Il faut toujours en faire plus et la politique publique a aussi un rôle à jouer dans ce domaine, comme vous le savez. Cela reste toujours une question très importante pour nous.

• (1100)

**Mme Joyce Bateman:** Très bien.

Merci beaucoup.

**Le président:** Merci, madame Bateman.

Chers collègues, je vais maintenant faire le point. Il reste environ 21 minutes avant le vote. La greffière a retenu un autobus pour les membres qui doivent aller voter.

Je vais rester ici. Je me suis entendu avec M. Cullen pour un pairage. Si d'autres veulent procéder à un pairage, ils peuvent le faire, mais si vous tenez à voter, un autobus est à votre disposition.

Avant que je passe à M. Brison, puis-je obtenir une approbation du budget pour cette étude?

**Des voix:** D'accord.

**Le président:** C'est formidable. Merci.

Nous passons maintenant à M. Brison.

**L'hon. Scott Brison:** Ce comité-ci n'a pas de mal à approuver des budgets en cette période d'instabilité.

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. Scott Brison:** Je vous remercie tous d'être avec nous aujourd'hui.

J'aimerais commencer par son honneur, la mairesse Blake.



Un peu plus tôt, M. Cullen a parlé du prix de l'immobilier dans votre collectivité. La chute des prix du pétrole a-t-elle un effet sur le marché immobilier de l'Alberta et de votre collectivité?

**Mme Melissa Blake:** J'aimerais aborder rapidement divers aspects.

En raison de la croissance que nous avons connue, nous avons eu du mal à trouver assez de terrains pour répondre à la demande. Nous avons finalement réussi à obtenir plus de terrains récemment, l'an dernier en fait. Ce problème est donc réglé. Tout cela s'est passé avant la chute du prix du pétrole. Nous approchons d'un point d'équilibre.

Le prix des maisons demeure très élevé dans notre région. Il dépasse encore les 700 000 \$, si je ne m'abuse. Plus de propriétaires ont mis leur maison en vente, et celles-ci sont restées plus longtemps sur le marché, mais les prix n'ont pas encore baissé de façon notable.

**L'hon. Scott Brison:** Y a-t-il certaines inquiétudes au sujet du financement associé aux maisons et du risque que leur prix dégringole si le prix du pétrole demeure bas pendant encore plusieurs mois, comme le prévoient des économistes du secteur privé?

**Mme Melissa Blake:** Je crois que le marché exercera une influence plus importante. Si de nombreux travailleurs de la collectivité sont mis à pied, encore plus de gens devront mettre leur maison en vente. Une situation comme celle-là aurait des effets directs. Pour le moment, cela ne s'est pas vraiment produit.

**L'hon. Scott Brison:** Merci.

Monsieur Watkins, nous traversons une période où la croissance est faible et le prix des denrées, plutôt bas. Cette situation devrait se maintenir au moins jusqu'au milieu de 2015, selon les prévisions. Alors que le rendement des obligations est plus bas que jamais, que les taux d'intérêt réels sont négatifs, que la croissance de l'économie est au ralenti et que l'emploi stagne, serait-il opportun d'investir dans des infrastructures publiques qui pourrissent l'emploi et la croissance dès maintenant et ouvrir la voie à une économie plus concurrentielle qui sera porteuse d'emplois et de croissance à l'avenir?

**M. Ron Watkins:** La capacité financière du gouvernement entre évidemment en jeu mais, si on regarde ce que les investissements dans l'infrastructure représentent pour notre industrie, il est clair qu'ils sont d'une grande importance pour les fabricants de barres d'armature, d'acier de construction et d'autres produits. Nos clients finaux se trouvent surtout dans les secteurs de l'automobile et de l'énergie, chacun de ces secteurs représentant environ 33 % ou 35 % de notre marché, mais le troisième marché en importance est celui de la construction. L'industrie de la construction utilise une grande quantité d'acier de mille et une façons. C'est un marché important pour nous.

**L'hon. Scott Brison:** Madame Cobden, vous avez mentionné l'importance de l'économie américaine et la possible reprise économique. De toute évidence, il est important d'avoir accès à ce marché.

L'accord sur le bois d'oeuvre avec les États-Unis doit prendre fin en octobre 2015. D'autres événements se produiront aussi en octobre, il me semble. Trouvez-vous préoccupant que l'accord sur le bois d'oeuvre tire à sa fin et que les États-Unis ne semblent pas intéressés à le renouveler?

• (1105)

**Mme Catherine Cobden:** L'accord sur le bois d'oeuvre a été fantastique pour l'industrie forestière canadienne. La plupart d'entre

nous espèrent, bien sûr, qu'il sera renouvelé. C'est le point de vue qui prime. Il est important que le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement prenne le temps d'analyser tous les scénarios possibles et de s'y préparer. Nous devons vraiment tout mettre en oeuvre pour faciliter le commerce avec les États-Unis et éliminer les obstacles. Nous espérons un dénouement positif.

Je sais que le MAECD surveille la situation de très près. Il faut demeurer vigilants.

**L'hon. Scott Brison:** N'oublions pas que le MAECD surveillait aussi le pipeline Keystone XL. Il pourrait être utile que le président des États-Unis et le premier ministre du Canada entretiennent des liens personnels.

Monsieur Volpe, nous sommes ravis de vous compter parmi nous aujourd'hui.

Ce n'est pas la première fois que le secteur pétrolier, la production et le dollar canadien connaissent des baisses, mais le contexte concurrentiel du secteur automobile est différent cette fois-ci, car le Mexique joue un rôle plus important que par le passé. Étant donné que le dollar canadien est resté relativement stable relativement au peso et a diminué par rapport au yen, se pourrait-il que les décideurs surestiment l'effet positif qu'un dollar faible aura sur l'industrie cette fois-ci?

**M. Flavio Volpe:** Cela m'apparaît possible, en effet. En ce qui concerne le montage final, la croissance du secteur automobile nord-américain s'est concentrée dans le Sud, c'est-à-dire dans le Sud-Est des États-Unis et principalement au Mexique. Ceux qui veulent servir ce secteur, comme le désirent mes membres, doivent généralement se déplacer vers le Sud. Ainsi, 55 entreprises canadiennes ont établi 110 usines de production au Mexique. C'est à partir de ce pays qu'elles servent leurs clients. Dans ce cas, le dollar canadien n'a pas vraiment d'avantage sur le dollar américain.

**L'hon. Scott Brison:** Merci beaucoup.

Madame MacEwen, en ce contexte de lente croissance économique, et alors que la Banque du Canada et les économistes de la CIBC se penchent sur la qualité des emplois actuels, la difficulté de quantifier le chômage et la réalité du sous-emploi, devrions-nous investir davantage et en profiter pour bâtir des infrastructures publiques et économiques qui seront source d'emplois et de croissance dès aujourd'hui?

**Le président:** Seulement une brève réponse, je vous prie.

**Mme Angella MacEwen:** Oui.

**L'hon. Scott Brison:** Merci.

**Le président:** Monsieur Brison, c'est maintenant à M. Cannan de prendre la parole. Il reste 14 minutes avant le vote, et il ne peut rester que si vous restez, vous aussi. Pouvez-vous rester pour ce tour?

**L'hon. Scott Brison:** On nous a dit de revenir à moins que...

**Le président:** Je suis jumelé à Nathan, et Raymond est jumelé à...

**L'hon. Scott Brison:** Oui, mais c'est notre whip qui prend ces décisions.

**Le président:** D'accord. Si vous partez, il devra probablement partir, lui aussi.

**L'hon. Ron Cannan:** Je serai très bref. J'aimerais poser une question rapide à M. Volpe.

Je vous félicite pour vos six premiers mois à la présidence. C'est un grand défi et une période très occupée, aussi.

J'ai déjà travaillé dans le secteur automobile, et je sais que les nouveaux constructeurs d'automobiles commencent à travailler avec les fabricants d'équipement de marchés secondaires trois ou quatre ans avant le lancement d'un modèle. Dans ce contexte, comment le prix du pétrole actuel influence-t-il vos ententes à long terme? Et comment les politiques du gouvernement ont-elles aidé vos membres à se préparer à la chute des prix du pétrole?

**M. Flavio Volpe:** Vous avez raison. La planification de l'approvisionnement commence généralement de 24 à 36 mois à l'avance, avec les soumissions. Il existe des programmes de couverture très sophistiqués, et les fabricants d'équipement ont pour pratique d'établir les prix d'achat en dollars canadiens. Les fluctuations actuelles de la devise ne seront probablement que temporaires. Elles ont donc peu d'incidence sur la planification à long terme. Ce qui importe davantage, c'est d'avoir déjà ou de pouvoir obtenir, comme clients, des monteurs installés assez près des fournisseurs canadiens pour qu'il soit possible, du point de vue logistique, de les approvisionner. Le gouvernement travaille proactivement à garder les clients ici.

**L'hon. Ron Cannan:** Je représente la circonscription de Kelowna —Lake Country, dans la région de l'Okanagan, où oeuvrent Tolko et l'industrie forestière. Je tiens à vous remercier, madame Cobden, pour votre travail dans l'industrie et pour votre témoignage. Le Canada a conclu 38 nouveaux accords commerciaux, et je sais que le marché asiatique revêt une importance particulière pour vos clients et vos membres. J'aimerais simplement avoir des précisions sur la situation de l'emploi. Où en sommes-nous actuellement, et quelles sont les tendances? Y a-t-il une pénurie de travailleurs ou les besoins sont-ils comblés? Où en sommes-nous?

• (1110)

**Mme Catherine Cobden:** On voit une certaine pénurie. La situation varie d'une région à l'autre du pays mais, dans l'ensemble, tout le monde envisage d'embaucher d'autres travailleurs, ce qui est très encourageant. Notre objectif: 60 000 nouveaux emplois d'ici 2020. Nous sommes en bonne voie d'y arriver. Il s'est créé 8 000 emplois depuis un an ou deux, et nous embauchons toujours à l'heure actuelle. Il faut le répéter, je crois, étant donné le contexte actuel et toutes les questions que nous avons entendues. C'est l'une de nos priorités, cela ne fait aucun doute.

**L'hon. Ron Cannan:** Merci.

J'aimerais poser une question rapide à M. Watkins.

Nous avons bavardé un peu avant la rencontre. En tant que résident de la Colombie-Britannique, vous avez mentionné que le prix du pétrole ne ferait pas baisser les coûts comme par magie. Vous avez souligné qu'en Colombie-Britannique, l'un des défis du secteur de l'habitation vient du prix des barres d'armature. Serait-il possible qu'un fournisseur du Manitoba ou un autre de vos membres puisse fournir des barres d'armature plus abordables à l'industrie de l'habitation britanno-colombienne?

**M. Ron Watkins:** Comme vous le savez, ce dossier se trouve actuellement devant les tribunaux. Le Tribunal canadien du commerce extérieur a décidé dernièrement d'établir des droits antidumping à l'égard de trois autres pays. Notre industrie peut se montrer concurrentielle dans un contexte de libre marché équitable. Par contre, il nous est impossible de concurrencer des gouvernements étrangers et le dumping qu'ils pratiquent, d'où l'importance des mécanismes de recours commerciaux.

Le marché de la Colombie-Britannique utilise les produits de nos membres, dans une certaine mesure, mais aussi des produits importés d'autres pays dont les États-Unis. La concurrence fait tout

simplement partie de notre réalité, mais elle doit être basée sur le libre marché.

**Le président:** Je vous remercie.

Merci, monsieur Cannan.

[Français]

Monsieur Coté, vous avez la parole.

**M. Raymond Côté:** Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins de leur présence parmi nous.

Madame MacEwen, dans sa présentation de ce matin, M. Myers indiquait que le changement dans l'environnement de l'économie canadienne n'était pas une si bonne chose que cela pour le secteur manufacturier. Il a dit notamment ceci:

De façon plus générale, la chute du prix du pétrole est le signe que tout ne va pas bien dans l'économie mondiale. C'est un signe d'incertitude, et l'incertitude n'est pas bonne pour l'investissement.

Partagez-vous le point de vue de M. Myers?

[Traduction]

**Mme Angella MacEwen:** C'est exact. Quand on regarde la situation géopolitique des pays producteurs de pétrole tels que la Russie et les pays du Moyen-Orient, sans oublier la décision de l'OPEP d'augmenter l'offre, il semble très clair que la fluctuation du prix du pétrole trouve sa source dans l'instabilité politique mondiale, et c'est très inquiétant. Par ailleurs, au chapitre du commerce et de la croissance, l'Europe demeure instable. Aux États-Unis, il règne aussi une certaine incertitude quant à la façon de réagir à cette crise. Selon moi, les fabricants doivent tenir compte de ce contexte quand ils prennent des décisions.

[Français]

**M. Raymond Côté:** On a l'impression d'avoir raté une belle occasion d'investir afin d'être en meilleure position pour profiter des conditions actuelles. L'investissement n'a pas été si extraordinaire dans le secteur manufacturier. Le déficit de la balance commerciale est énorme en ce qui a trait aux exportations non énergétiques. Certains secteurs ont un bon rendement, mais de manière générale, c'est un gros problème.

J'ai relu une lettre ouverte du célèbre économiste Joseph E. Stiglitz, qu'il avait publiée dans *Project Syndicate*. Il y indiquait que la recette d'austérité et la recette de baisses d'impôt aux entreprises associées à la diminution des dépenses affaiblissaient l'économie et qu'elles n'avaient pratiquement pas d'effet sur l'investissement. Il disait qu'au contraire, des impôts plus élevés ne sont pas un obstacle à l'investissement des entreprises, d'autant plus que la plupart des investissements de ces entreprises sont de toute manière financés par une dette et que le versement des intérêts est déductible d'impôt.

Visiblement, on a été pas mal sous l'emprise de la pensée magique dans les dernières années. On a vraiment raté le train; on est restés sur le quai de la gare.

•(1115)

[Traduction]

**Mme Angella MacEwen:** Oui, tout à fait. Depuis trois ou quatre ans, je crois, le Congrès du travail du Canada demande qu'on utilise les impôts afin d'accroître les revenus et d'investir dans le secteur public pour le bien-être collectif. Il s'agit de prendre un tournant vers l'économie dont nous aurons besoin à l'avenir, donc d'investir dans l'infrastructure écologique, de renforcer le transport en commun comme le réclament les maires de partout au pays, de moderniser davantage de maisons pour les rendre éconergétiques, de former les travailleurs en prévision des métiers de l'avenir, et de s'assurer que les industries en transition et leurs travailleurs bénéficient du soutien dont ils ont besoin pour s'adapter à une nouvelle économie.

[Français]

**M. Raymond Côté:** Je vais m'adresser à vous, madame Blake. Je vous remercie beaucoup de participer à notre réunion par vidéoconférence.

Je ne veux pas lancer de polémique, mais je dois dire qu'à l'époque, quand votre ancien député fédéral, Brian Jean, s'était exprimé sur le développement à la vitesse grand V des sables bitumineux, il avait parlé des problèmes liés aux infrastructures. Vous nous en avez d'ailleurs fait part. Je trouve que votre attitude positive est la bonne. Cependant, le défi est énorme, que ce soit en ce qui concerne les infrastructures routières ou celles liées aux services à la population.

M. Jean se demandait quelle décision il fallait prendre par rapport aux services hospitaliers dans votre coin de pays. Il indiquait clairement que la gestion de la production des sables bitumineux n'était pas un enjeu du palier fédéral, mais du palier provincial.

Est-ce que vous êtes d'accord sur son point de vue?

[Traduction]

**Mme Melissa Blake:** Oui, de manière générale. Il s'agit d'un investissement important dans le développement des ressources naturelles, selon moi. Environ 40 000 personnes d'un peu partout au Canada viennent dans notre région. Cela me fait penser non seulement que le gouvernement du Canada en bénéficie d'une certaine manière, mais aussi qu'il devrait contribuer à certains de ces projets collectifs. Je pense à l'aéroport, par exemple. Ce serait un bon investissement pour le Canada.

[Français]

**M. Raymond Côté:** Merci beaucoup.

Monsieur Watkins, je suis député de Beauport—Limoulo, qui est l'une des cinq circonscriptions urbaines de la ville de Québec. Dans notre belle ville, il se tient des débats importants, entre autres sur les infrastructures. Un projet de tramway a été mis sur la glace pour un certain temps. Comme le disait Mme MacEwen, il faut envisager de soutenir un programme d'infrastructures suffisant pour relever les défis auxquels font face nos municipalités et le transport interurbain.

Étant donné le climat d'austérité actuel, peu importe les paliers de gouvernement, ce projet a été ramené à un projet de moindre ampleur et moins coûteux. Par contre, des experts protestent en disant que, au contraire, c'est le temps d'investir dans des infrastructures vraiment structurantes et plus lourdes, mais surtout beaucoup plus efficaces en termes de transport de personnes et de fluidité du trafic.

Si l'on considère l'impact que cela peut avoir sur votre secteur, devrait-on soutenir beaucoup plus activement les infrastructures à

différents niveaux? Il pourrait aussi être question de transport interurbain avec un train rapide.

[Traduction]

**M. Ron Watkins:** Nous avons peu de temps mais, pour répondre rapidement, je répéterai ce que j'ai dit plus tôt: l'infrastructure et la construction sont des marchés importants pour les produits de l'acier. Les investissements dans l'infrastructure physique font certainement grimper la demande d'acier. C'est donc un secteur d'activité important pour notre industrie.

Nous appuyons les efforts que déploient les gouvernements fédéral et provinciaux en vue de mettre en oeuvre des plans d'infrastructure à long terme. Nous ne ménageons aucun effort pour encourager les agences acheteuses à faire affaire avec des fournisseurs canadiens.

**Le président:** Je vous remercie.

Nous passons maintenant à M. Van Kesteren.

•(1120)

**M. Dave Van Kesteren:** Je vous remercie tous de votre participation.

M. Côté a mentionné que l'austérité et les baisses d'impôt avaient pour effet de freiner l'économie. Je me demande si quelqu'un aurait un point de vue différent, peut-être parmi les trois autres intervenants. Est-il néfaste, selon vous, de réduire les impôts et d'encourager les gouvernements à réduire leurs dépenses?

Commençons par vous, monsieur Watkins.

**M. Ron Watkins:** Je pense que cet aspect a aussi été abordé brièvement par le groupe d'intervenants précédent: il est très important que le Canada adopte des taux d'imposition et un régime fiscal concurrentiels par rapport à ceux de ses concurrents. Je crois que cela est avantageux, et pas seulement pour notre propre industrie; en effet, nous examinons toujours les répercussions des mesures fiscales sur nos clients, essentiellement, sur les manufacturiers et...

**M. Dave Van Kesteren:** Je pense que j'aurais plutôt dû vous poser la question suivante: est-ce que les mesures qui ont été prises par le gouvernement fédéral, notamment diminuer l'impôt des sociétés et la TPS, se sont révélées positives pour l'industrie?

**M. Ron Watkins:** Je pense qu'elles ont contribué à la croissance dans le secteur manufacturier, mais nous tenons aussi compte d'autres mesures bien précises, comme la déduction pour amortissement accéléré, dont M. Myers a parlé plus tôt, ainsi que de ses répercussions sur les investissements de capitaux dans le secteur manufacturier. En un sens, ce n'est pas seulement le taux d'imposition; ce sont aussi les mesures incitatives connexes qui favorisent les investissements.

**M. Dave Van Kesteren:** Madame Cobden?

**Mme Catherine Cobden:** Je vais répéter moi aussi que nous devons faire preuve de vigilance lorsqu'il est question de nos conditions d'accueil. Je crois que d'excellentes mesures ont été prises. Cela dit, nous pouvons faire plus.

Pour ce qui est de la réduction des dépenses, bien entendu, nous avons établi un solide partenariat avec l'industrie forestière ainsi qu'avec le gouvernement en ce qui concerne notre système d'innovation, entre autres, et je ne pense pas que nous devrions être mal renseignés au sujet des mesures prises par les autres nations pour aider leurs industries. Nous devons être prudents et prévenants, mais nous devons tout de même examiner la façon dont nous travaillons ensemble lorsqu'il est question d'investissements conjoints pour soutenir la concurrence...

**M. Dave Van Kesteren:** Donc, vous convenez tous les deux que ces deux aspects sont liés.

**Mme Catherine Cobden:** Oui.

**M. Dave Van Kesteren:** Si le gouvernement diminue les impôts, il doit être mieux renseigné à ce sujet, car il perçoit moins d'argent.

Monsieur Volpe, qu'en pensez-vous?

**M. Flavio Volpe:** Je fais partie d'un petit groupe de fabricants de pièces automobiles qui exportent leurs produits, mais qui, manifestement, doivent soutenir la concurrence des États-Unis et du Mexique dans le cadre de l'ALENA, et l'un des principaux arguments que nous faisons valoir pour stimuler les investissements ici, c'est le taux d'imposition des sociétés fédéral-provincial combiné. Nous devons nous battre contre bien des éléments, mais celui-ci est un aspect positif pour nous, qui nous permet de courtiser une nouvelle clientèle.

**M. Dave Van Kesteren:** Merci.

Je vais m'adresser à Mme Cobden pendant quelques instants.

C'est une belle réussite. Notre illustre président, M. Rajotte, et moi avons siégé au comité de l'industrie, et nous avons dû traverser cette période éprouvante. La conjoncture était vraiment difficile. Je me souviens que nous avons tous eu du mal à déterminer ce que nous devrions faire.

Je m'adresse maintenant à M. Watkins. Quelqu'un a demandé si d'autres administrations ont pris d'autres mesures pour aider le secteur forestier. Fait intéressant, la Suède a pris des mesures. Ce pays a commencé à reconnaître qu'il y a des forêts boréales partout sur la planète, et il va commencer la production dans cette industrie.

Vous avez accompli des choses merveilleuses. C'est formidable de voir cela. Encore une fois, ce fut très difficile de voir des scieries être incapables de survivre et fermer leurs portes parce qu'elles n'étaient pas efficaces, mais vous avez accompli des choses merveilleuses. Je vais vous demander à tous les deux s'il y a autre chose que l'industrie forestière... Je vais poser la question aux gens de l'industrie sidérurgique, car vous vous trouvez dans la même situation. Chose intéressante, même si de belles occasions vous ont été offertes lorsque la valeur du dollar était élevée, vous ne les avez pas saisies. Je ne vous critique pas; je veux plutôt dire que lorsque les investissements ont été faits et que vous avez eu la possibilité de faire des investissements, vous ne les avez pas faits. Je suis tout simplement curieux. Est-ce que l'industrie forestière prend certaines mesures, à part accomplir un excellent travail dans les scieries, par exemple, ou êtes-vous en train de déterminer si les Canadiens ne pourraient pas devenir des chefs de file dans certains domaines?

Monsieur Watkins, je vais vous poser la même question.

**Mme Catherine Cobden:** Tout d'abord, je dois dire que je suis très heureuse de pouvoir parler de certaines réussites, compte tenu de ce que nous avons dû surmonter au cours de la dernière décennie. C'est fantastique.

Vous avez tout à fait raison: nous sommes en train d'explorer les possibilités. Nous avons lancé l'initiative Vision2020, qui était très ambitieuse. Nous voulons ajouter 20 milliards de dollars aux 57 milliards de dollars dont nous disposons à l'heure actuelle. Pour ce faire, nous allons nous assurer d'extraire la plus grande valeur possible, de manière durable, pour fabriquer des produits qui seront utilisés partout dans le monde. Le processus est déjà en cours, et jusqu'à maintenant, nous avons marqué d'excellents progrès. Je pense par exemple au programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière et au Programme d'écologisation des pâtes et papiers.

Pour revenir sur ce que vous avez dit, c'est-à-dire ce que la Suède, la Finlande, le Brésil et la Russie font, ces pays se préparent déjà à saisir les nouvelles possibilités qui découleront de la croissance à venir. Nous devons donc poursuivre nos efforts.

• (1125)

**M. Dave Van Kesteren:** Comme la déduction pour amortissement accéléré... toutes ces mesures sont importantes.

**Mme Catherine Cobden:** Oui.

**M. Dave Van Kesteren:** Monsieur Watkins?

**M. Ron Watkins:** Je vais parler de la manière dont la situation évolue, de façon directe et indirecte. Tout d'abord, même si aucune nouvelle aciérie ne s'est installée au Canada depuis, en fait, il y a eu beaucoup d'investissements dans les installations existantes. En toute franchise, il n'y a pas eu beaucoup de nouvelles aciéries qui se sont installées en Amérique du Nord, surtout à cause des pressions exercées par la surcapacité, en Chine et ailleurs. Il y a eu des réinvestissements ainsi qu'une amélioration de la productivité, des processus et des technologies, y compris les technologies environnementales, pendant cette période.

Un autre facteur a été mentionné dans une question antérieure, soit les répercussions du dumping. Si d'autres pays font du dumping ici, cela minera notre compétitivité et remettra en question, d'une certaine façon, la pertinence d'investir ici, au Canada. Il faut donc pouvoir compter sur un solide système de recours commerciaux, car il s'agit d'un facteur d'investissement important pour notre industrie.

**M. Dave Van Kesteren:** J'aimerais aussi mentionner qu'on a beaucoup parlé de l'énergie verte. Je crois que nous avons adopté ce type d'énergie dans une certaine mesure, mais peut-être que nous ne sommes pas allés assez loin de ce côté. Je suis allé en Chine et j'ai vu les usines là-bas. Elles sont très impressionnantes, c'est le moins qu'on puisse dire. Par contre, c'est extrêmement sale. Les usines là-bas utilisent du charbon, une matière très polluante, et elles ne s'en soucient pas vraiment. Fait intéressant, ce sont surtout ces gens qui cherchent à nous convaincre d'adopter l'énergie verte.

Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur certaines difficultés que vous éprouvez? Savez-vous de quoi je parle?

**M. Ron Watkins:** Je vais répondre rapidement.

Nous nous heurtons nous aussi à des difficultés. Je suis convaincu que certaines usines que vous avez vues en Chine étaient de nouvelles usines, et non de vieilles usines qui sont toujours en activité.

**M. Dave Van Kesteren:** Ce sont de très belles usines, mais les usines au charbon sont...

**M. Ron Watkins:** Nous sommes tenus de respecter une vaste gamme de normes environnementales. Bon nombre d'entre elles sont des normes provinciales. Nous respectons ces normes. Nous investissons dans diverses technologies et nous faisons de nouveaux investissements de capitaux pour les respecter.

À long terme, en tant qu'industrie, nous travaillons en collaboration pour trouver de nouvelles technologies qui, d'une certaine façon, nous permettront de fabriquer de l'acier de manière fondamentalement différente, afin que nous puissions nous attaquer aux émissions de gaz à effet de serre. Notre industrie déploie des efforts constants en ce sens. En fait, en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre, nous sommes d'avis qu'il vaut mieux se procurer de l'acier canadien qu'un produit fabriqué à l'étranger.

**M. Dave Van Kesteren:** Si vous le permettez, je tiens à préciser que lorsque j'ai dit que c'était très sale, je parlais de l'air. Je ne parlais pas des usines, car comme vous l'avez dit, elles sont si propres qu'on pourrait manger sur le plancher.

**M. Ron Watkins:** Encore une fois, il faut voir s'il existe des normes environnementales et si elles sont appliquées.

**Le président:** Merci, monsieur Van Kesteren.

Monsieur Cullen, vous avez la parole.

**M. Nathan Cullen:** Ce charbon très polluant vient d'ici. En effet, nous fournissons la grande majorité du charbon anthraciteux qui est utilisé.

J'aimerais maintenant m'adresser de nouveau à la mairesse Blake pendant quelques instants. Madame, cela m'a peut-être échappé, car j'ai dû sortir pour un appel téléphonique, mais je pense que dans votre exposé, vous avez mentionné qu'il a fallu prendre une pause. C'était pendant la crise de 2008, lorsque les activités ont été mises en veilleuse pendant un certain temps, car jusqu'à ce moment, le développement avait été extrêmement rapide et il fallait essayer de suivre le rythme.

Quelles sont les possibilités qui s'offrent à une collectivité comme la vôtre à l'heure actuelle en matière d'infrastructure, étant donné que les taux d'intérêt sont très bas et que les pressions exercées sur le bassin de main-d'oeuvre sont peut-être moins élevées, comme Mme MacEwen et d'autres personnes l'ont mentionné? Est-ce là l'occasion, pour le gouvernement fédéral, d'assumer certaines responsabilités et de travailler avec des collectivités comme la vôtre?

**Mme Melissa Blake:** J'estime que c'est un excellent point de vue. Lorsque j'ai parlé plus tôt de l'ampleur des projets que nous avons menés, le temps mort qu'il y a eu en 2008 nous a en fait aidés à nous rattraper un peu, mais nous sommes tout de même désavantagés. Dans certains cas, des projets d'immobilisations pour lesquels des fonds ont été engagés n'ont même pas encore commencé.

Lorsqu'on examine la situation dans son ensemble afin de déterminer comment le gouvernement fédéral pourrait participer, un autre projet en particulier nous vient à l'esprit. À l'heure actuelle, nous accordons énormément d'attention à une route en particulier, la route 63, car le volume de circulation y est tel que la route ne suffit plus du tout à la demande. C'est aussi la seule route qui mène à l'extérieur de la collectivité, jusqu'aux usines d'exploitation des sables bitumineux, mais elle dessert toutes les collectivités de la région. C'est aussi par cette route qu'on transporte les modules d'acier, de même que des produits dangereux en provenance de la collectivité et à destination de celle-ci. Je suis très inquiète qu'une seule route soit utilisée à cette fin.

Lorsque nous pensons à cette industrie et aux possibilités qui s'offrent à nous, nous savons qu'une voie de contournement serait

une très bonne chose pour l'industrie, mais nous savons aussi que le coût d'un tel projet est très élevé et que la municipalité ne pourrait pas l'assumer à elle seule. Nous cherchons donc à faire participer l'industrie et la province, mais il s'agit aussi d'une autre occasion, pour le gouvernement du Canada, de se dire qu'il est tout à fait logique de participer à ce projet et d'ainsi tracer la voie vers l'avenir. Je crois que ce projet nous offrira aussi des possibilités de diversification économique qui vont au-delà des sables bitumineux.

• (1130)

**M. Nathan Cullen:** Les déficits ont toujours posé problème. En effet, le gouvernement actuel a enregistré des déficits successifs à l'échelle nationale, mais maintenant, selon le ministre des Finances, nous sommes en bonne voie d'équilibrer... Or, à l'échelle du Canada, nous accusons — je cherche tout simplement les chiffres — un déficit en matière d'infrastructure totalisant des dizaines de milliards de dollars, et à cause de cela, des municipalités comme la vôtre ne sont pas en mesure de régler les problèmes auxquels elles se heurtent. La Chambre de commerce de la région de Toronto ainsi que des groupes de Fort McMurray, de Vancouver, d'Halifax et d'autres villes reconnaissent que l'infrastructure, plus particulièrement en ce qui concerne la congestion... Lorsque je songe à la route 63, je ne peux que penser aux dangers qui guettent les travailleurs qui se dirigent vers le sud, vers Edmonton. Je me demande pourquoi, compte tenu de ces circonstances, le gouvernement ne voit-il pas là une occasion d'aider le Canada à passer à l'étape suivante.

Je vais maintenant m'adresser à Mme MacEwen pendant quelques instants. Il y a un lien implicite — je fais un parallèle avec le témoignage de Mme Cobden et celui de M. Watkins — entre l'augmentation de la productivité et de l'efficacité au sein d'une industrie, quelle qu'elle soit, et la diminution de la participation au marché du travail. Y a-t-il un lien explicite? Je viens d'un secteur forestier du nord de la Colombie-Britannique. Nous avons vu plusieurs scieries annoncer presque en même temps des investissements très importants — de 10, 20 ou 30 millions de dollars —, pour ensuite apprendre quelques semaines plus tard que des employés seraient mis à pied parce que la scierie avait gagné en efficacité. S'il en est ainsi, c'est simplement parce qu'il faut moins de personnes pour produire le même volume ou même, dans certains cas, un volume plus élevé.

Je vais m'adresser à Mme Cobden pendant quelques secondes, puis je m'adresserai ensuite à vous, madame MacEwen.

Combien de Canadiens travaillaient dans l'industrie forestière il y a 15 ans?

**Mme Catherine Cobden:** Il y en avait 100 000 de plus. Cependant, à mon avis, ces changements ne sont pas tous attribuables à des améliorations touchant la productivité. La majorité de ces emplois ont été éliminés en raison de changements structurels et d'un important ralentissement économique.

**M. Nathan Cullen:** Lorsque le marché immobilier reprendra de la vigueur aux États-Unis, par exemple, compte tenu des investissements qui sont faits dans certains secteurs, comme la foresterie, nous ne nous attendons pas à ce qu'il y ait une tendance à la hausse. Nous avons posé la question aux manufacturiers. C'est pour cette raison que nous menons cette étude: nous voulons savoir ce qui arrivera si l'économie reprend aux États-Unis, si le dollar est plus faible et si les taux d'intérêt sont bas. Allons-nous assister à une reprise dans le secteur manufacturier? Nous avons perdu 400 000 emplois dans ce secteur partout au Canada depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir. Personne ne semble pouvoir nous convaincre que nous parviendrons un jour à remplacer ces emplois bien rémunérés de la classe moyenne, simplement parce que certains changements structurels ont touché notre économie. Est-ce là une juste interprétation?

**Mme Catherine Cobden:** Ce que je tentais de dire, c'est que de grandes possibilités s'offrent à nous. Ce ne sera pas facile, et je ne crois pas que nous y parviendrons sans aide, mais nous voulons créer 60 000 emplois au cours des six prochaines années. Je sais que nous ne récupérerons pas tous les emplois perdus. Vous avez complètement raison. Toutefois, je crois que, si nous saisissons les occasions qui se présentent, comme le font la Suède, la Finlande, le Brésil et tous ces autres pays, nous pourrions créer beaucoup plus d'emplois.

**M. Nathan Cullen:** Je vais d'abord m'adresser à Mme MacEwen, puis j'aurais peut-être une autre question à vous poser.

Madame MacEwen, pouvez-vous nous donner un exemple d'initiative stratégique que nous devrions envisager actuellement, compte tenu de la situation dans laquelle nous nous trouvons et de l'expérience que nous vivons depuis six ou sept ans, plus particulièrement dans le secteur manufacturier? En effet, nous avons perdu près de 500 000 emplois dans ce secteur. Beaucoup prédisent que le prix de l'énergie et que le cours du dollar canadien reviendront à la normale.

Comment répondriez-vous aux remarques de Mme Cobden? Qu'est-ce que le gouvernement canadien adopterait comme politique pour permettre de rétablir certains des emplois dans le secteur manufacturier ou d'en créer?

**Mme Angella MacEwen:** Nous travaillons en partenariat avec le Green Economy Network, et nous avons publié un document sur la création d'un million d'emplois verts. Nous proposons une approche à trois volets visant à se servir des marchés publics pour augmenter les investissements dans le transport en commun. L'AECC nous empêche de faire des acquisitions locales au niveau provincial. Cependant, si nous nous servons des marchés publics, nous pourrions faire l'acquisition de véhicules de transport en commun, avoir des immobilisations faites au Canada en utilisant l'acier fabriqué ici, et procéder à un réaménagement vert des maisons à l'aide de produits forestiers fabriqués au Canada. Nous pourrions former des travailleurs pour ces deux domaines.

**M. Nathan Cullen:** Je suis désolé, mais mon temps est presque écoulé. J'essaie de penser à un exemple. Une partie du « budget » proposé par le NPD en 2005 était destiné à l'infrastructure verte, et plus particulièrement au transport en commun à Toronto. Cet argent a été utilisé pour fabriquer des wagons de métro à Thunder Bay.

• (1135)

**Mme Angella MacEwen:** Exactement. C'est un exemple fantastique que nous utilisons souvent. Bombardier est le fournisseur du métro de Toronto. L'entreprise a permis à Thunder Bay de conserver 500 emplois permanents, de bonne qualité et bien rémunérés.

Nous croyons également que les investissements dans l'énergie renouvelable créeraient un million d'emplois et réduiraient nos émissions de gaz à effet de serre au cours des 10 prochaines années.

**M. Nathan Cullen:** Merci.

**Le président:** Soyez brève, s'il vous plaît.

**Mme Catherine Cobden:** Nous devrions penser à la base manufacturière et à la façon de la rendre plus écologique. L'Association des produits forestiers du Canada, ou APFC, a une bonne solution. Chacune des collectivités rurales du Canada dispose d'approximativement 1 milliard de dollars d'actifs. Pourquoi ne nous en servons-nous pas? Nous croyons que ce serait une bonne idée d'adopter une approche fondée sur l'innovation, la performance environnementale et le capital-actions.

**Le président:** Merci, monsieur Cullen.

Je suis d'accord. Je pense que la déduction pour amortissement accéléré est un excellent exemple. Elle aide non seulement les entreprises à accroître leur productivité, mais aussi à acheter du nouveau matériel. Les nouvelles machines sont également plus écologiques. La déduction permet donc, à mon avis, d'atteindre deux objectifs.

Madame la mairesse, je tiens à préciser quelque chose. Je suis d'Edmonton. Je viens donc moi aussi de l'Alberta. À titre de précision, la route 63 sera élargie à quatre voies. J'ai cru comprendre que le retard à cet égard n'était pas attribuable à l'absence de fonds fédéraux ou au fait que le gouvernement fédéral ne considérait pas cette route comme une priorité. Je ne veux pas blâmer un autre ordre de gouvernement, mais les fonds fédéraux étaient prêts à être versés il y a longtemps. Je pense que la province devait d'abord déterminer ses priorités. La route est maintenant considérée comme une très grande priorité par la province, et c'est pourquoi elle va maintenant être élargie à quatre voies. Quand ce projet sera-t-il terminé? Pouvez-vous préciser que des fonds fédéraux sont prévus pour ce projet depuis longtemps?

**Mme Melissa Blake:** Oui, je peux certainement le confirmer.

Selon ce que j'ai cru comprendre, ces fonds n'ont pas été utilisés parce que la date d'achèvement de la route n'avait pas été précisée jusqu'à ce qu'il y a probablement deux ans. C'est là que cette date a finalement été fixée à 2016. J'ai bon espoir que, d'ici la fin de l'année prochaine, nous serons en mesure d'ouvrir complètement la route. C'est une grande amélioration, et je tiens à remercier le gouvernement fédéral de sa contribution.

**Le président:** D'accord. Je remercie grandement la mairesse de ses éclaircissements.

Monsieur Volpe, j'aimerais parler de votre intervention. Je pense qu'elle était très bonne.

L'un des objectifs de cette audience est de montrer la complexité de la relation entre le prix du pétrole et le dollar canadien. De plus, en tant que décideurs, nous ne pouvons pas simplement dire que, si le dollar canadien perd de sa valeur, cela avantage les fabricants et que tout va bien. Vous l'avez très bien expliqué. Dans votre mémoire, vous avez dit que: « Les frais généraux sont une combinaison de coûts canadiens et étrangers. Les coûts canadiens incluent l'électricité, la main-d'oeuvre indirecte et les services locaux. Toutefois, presque la totalité de l'équipement spécialisé, de la machinerie lourde et du matériel auxiliaire sont en devise américaine ou européenne. »

Pouvez-vous expliquer au comité — et d'autres pourraient vouloir se prononcer sur ce sujet — les répercussions pour les entreprises de votre secteur de la baisse du dollar, sans vous contenter de parler des avantages pour les fabricants et les exportateurs, car la situation est bien plus complexe que cela?

**M. Flavio Volpe:** Bien sûr.

Je pense qu'une distinction doit être faite entre les industries primaires et secondaires du secteur manufacturier. C'est une chose de vendre, en dollars canadiens, des produits des industries primaires sur le marché. C'en est une autre d'assembler des sous-produits et des intrants provenant des États-Unis, de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique du Sud, comme on le fait dans les industries secondaires. Ce qui entre dans le produit est vraiment complexe.

Dans mon secteur, nous ne faisons pas affaire avec des revendeurs, mais plutôt avec quelques dizaines de monteurs d'ensemble. Leur empreinte est partout dans le monde. On en trouve notamment dans trois pays de ce continent. Nos transactions, tant pour les intrants que les extrants, se font en toutes sortes de devises différentes. Les modélistes, les futuristes et les planificateurs de programmes font partie, pour nous, des membres les plus importants des équipes de nos clients. Ils ne s'inquiètent pas du prix du pétrole à court terme.

**Le président:** Vos transactions avec vos fournisseurs se font dans au moins trois devises.

**M. Flavio Volpe:** Oui.

**The Chair:** Est-ce que c'est aussi le cas avec vos clients?

**M. Flavio Volpe:** Sur une échelle dégressive, je remplacerais trois par une dizaine. Cependant, les devises nord-américaines sont celles les plus utilisées lors de nos transactions, du moins avec l'euro.

• (1140)

**Le président:** D'accord.

Dans l'ensemble, est-ce que la dépréciation du dollar canadien présente un avantage net?

**M. Flavio Volpe:** Lorsqu'on fait affaire à un client américain qui effectue des transactions avec sa propre monnaie, il y a un avantage momentané, mais ces clients font ensuite volte-face. Je veux dire que les clients examineront ce que nous leur avons vendu cette année, puis demanderont un remboursement. Puis, quand ils fixeront le prix du prochain programme, ils se réjouiront de la valeur faible du dollar tout autant que vous. Le problème, c'est que nous achetons nos produits en dollars américains. Nous devons donc nous défendre.

**Le président:** Je suppose que vos membres savent comment se couvrir.

**M. Flavio Volpe:** Oui. Ils ont appris à se couvrir au fil des années, mais il y avait des différences structurelles jusqu'à ce qu'il y a peut-être 10 ans. La valeur du dollar canadien se situait entre 62 ¢ et 65 ¢, et une grande partie de l'assemblage final se faisait au Canada. Puis, le monde s'est effondré. De nos jours, tout le monde sait que pour survivre, il faut se couvrir, pas seulement en ce qui a trait aux devises, mais aussi aux empreintes. Il y a beaucoup d'entreprises canadiennes solides qui approvisionnent des usines américaines et mexicaines. Tous les autres coûts des intrants, y compris ceux de la main-d'oeuvre, sont donc dans cette devise nationale.

**Le président:** Vous avez dit que vous vous couvrez non seulement sur le plan des devises...

**M. Flavio Volpe:** Il faut aussi se couvrir sur le plan de la production géographique, ainsi que sur le plan des devises lors de transactions au Canada, que ce soit l'achat ou la vente de produits.

**Le président:** Vous vous couvrez en fonction de ce que vous allouez, des devises ou de nombreux facteurs?

**M. Flavio Volpe:** Il existe une multitude de facteurs. Par exemple, si je voulais servir un client qui fait l'assemblage au Tennessee, je pourrais décider d'implanter une usine là-bas et d'y servir le client en tant qu'entreprise canadienne, mais avec une empreinte du Tennessee. On pourrait dire la même chose à propos de Coahuila. Cela permet de protéger les devises que nos clients protègent déjà dans le cadre des transactions.

**Le président:** D'accord. Je vous remercie de votre discours très passionnant

Monsieur Watkins, vous avez fait une affirmation avec laquelle je suis parfaitement en accord. Vous avez dit que nous établissions une fausse dichotomie entre l'Ouest et l'Est, ainsi qu'entre les secteurs énergétique et manufacturier. Vous le savez puisque vous avez été à Nisku, dans ma région. Vous avez un membre là-bas, Tenaris. Vous avez d'autres membres dans la région qui sont très liés au secteur énergétique. Les gens établissent une dichotomie entre les secteurs énergétique et manufacturier, et ils affirment qu'ils sont incompatibles. Vous savez très bien que, en réalité, ils sont intégrés l'un à l'autre. En fait, les autres tables rondes ont affirmé que ces deux secteurs étaient bien plus directement liés que par le passé.

Je sais que vous en avez parlé dans votre conclusion, mais pourriez-vous en dire davantage à ce sujet?

**M. Ron Watkins:** Merci, monsieur le président.

Il est très important de comprendre cette relation. J'ai tenté de l'expliquer plus tôt. Je sais que vous parlez de l'entreprise Tenaris dans votre circonscription, mais les produits qu'elle fournit sont fabriqués avec de l'acier d'ailleurs. Nous croyons que les effets sur la chaîne d'approvisionnement partout au pays sont très importants, car ils montrent que les secteurs manufacturier et énergétique ne sont pas seulement compatibles, mais qu'ils sont interdépendants.

Comme je l'ai expliqué plus tôt, les tuyaux à Nisku ou dans le sol à Wood Buffalo peuvent être retracés jusqu'à une mine de fer au Québec comme point de départ, puis à une aciérie en Ontario ou au Québec, ou à Regina ou à Calgary, comme point de traitement, et ainsi de suite.

Ce n'est pas juste que le matériel se déplace. Il y a une valeur ajoutée pour chacune de ces étapes. Il s'agit d'une chaîne à valeur ajoutée dans l'ensemble du pays où nous intégrons l'acier canadien dans le secteur pétrolier et gazier. C'est pourquoi nous tenons tant à cette exploitation. Nous soutenons tout autant les tentatives visant à stimuler les investissements dans le GNL en Colombie-Britannique. Il faut beaucoup d'acier, pas seulement dans les ports, mais aussi dans les champs de gaz, ainsi que pour transporter le gaz au port. Il s'agit de relations essentielles.

Ce qui a réellement changé dans notre industrie au fil des années est leur importance proportionnelle pour notre production.

Initialement, l'industrie reposait en grande partie sur le secteur de l'automobile et la construction. Le secteur énergétique, tout comme le secteur de l'automobile dans une certaine mesure, est un des utilisateurs finals de nos produits de l'acier. C'est une définition au sens large de l'énergie. Il s'agit de relations très importantes.

L'élément clé de votre question est que cela ne se produit pas seulement en Alberta. Une grande partie de ce qui se passe en Alberta entraîne des répercussions dans les provinces à l'est d'elle.

**Le président:** Merci beaucoup.

Je vous remercie tous.

Vous avez donné des témoignages très intéressants.

Monsieur Cullen, vous avez la parole.

**M. Nathan Cullen:** Madame Cobden, vous avez parlé d'échanges commerciaux avec la Chine. Est-ce que vous avez un ratio valeur ajoutée/exportation de produits bruts vers la Chine?

Je suis curieux à ce sujet. Est-ce que vous pourriez me donner une réponse? Vous n'avez pas à me la fournir immédiatement.

• (1145)

**Mme Catherine Cobden:** Absolument.

Je dirais seulement qu'une très petite partie est composée de grumes. Je sais que cette question continue d'être soulevée par le comité, mais les composantes de valeur sont la pâte et le papier, ainsi que le bois d'oeuvre. Nous vous fournirons tous ces renseignements.

**M. Nathan Cullen:** Ce serait utile. Merci.

**Le président:** Si vous pourriez fournir cette information à la greffière, nous veillerons à ce que tous les membres la reçoivent.

S'il y a un autre document que vous aimeriez que le comité examine, veuillez le fournir, et nous veillerons à ce que tous les membres le reçoivent.

Je sais qu'il y a d'autres questions, mais je pense que nous aurons des conversations hors ligne après la réunion.

Merci beaucoup d'avoir été avec nous et d'avoir répondu à nos questions.

La séance est levée.

---









Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>